

Liberté pour le Zaïre
chronique d'une indépendance laborieuse

Seuls un serment, une résolution,
une décision ou un engagement
permettent à un réseau de personnes
d'avoir prise sur la vie de la société.
Le nom et la forme importent peu.
Ce qui compte, c'est la qualité
de l'engagement pris et la mesure
des sacrifices qu'il implique.

Publié par Caux Edition, 1824 Caux (Suisse) en association avec la Fondation zaïroise pour les Rencontres internationales B.P. 1824, Kinshasa 1, Zaïre.

© Caux Edition, 1991

ISBN 2-88037-024-8 – Imprimé en Suisse

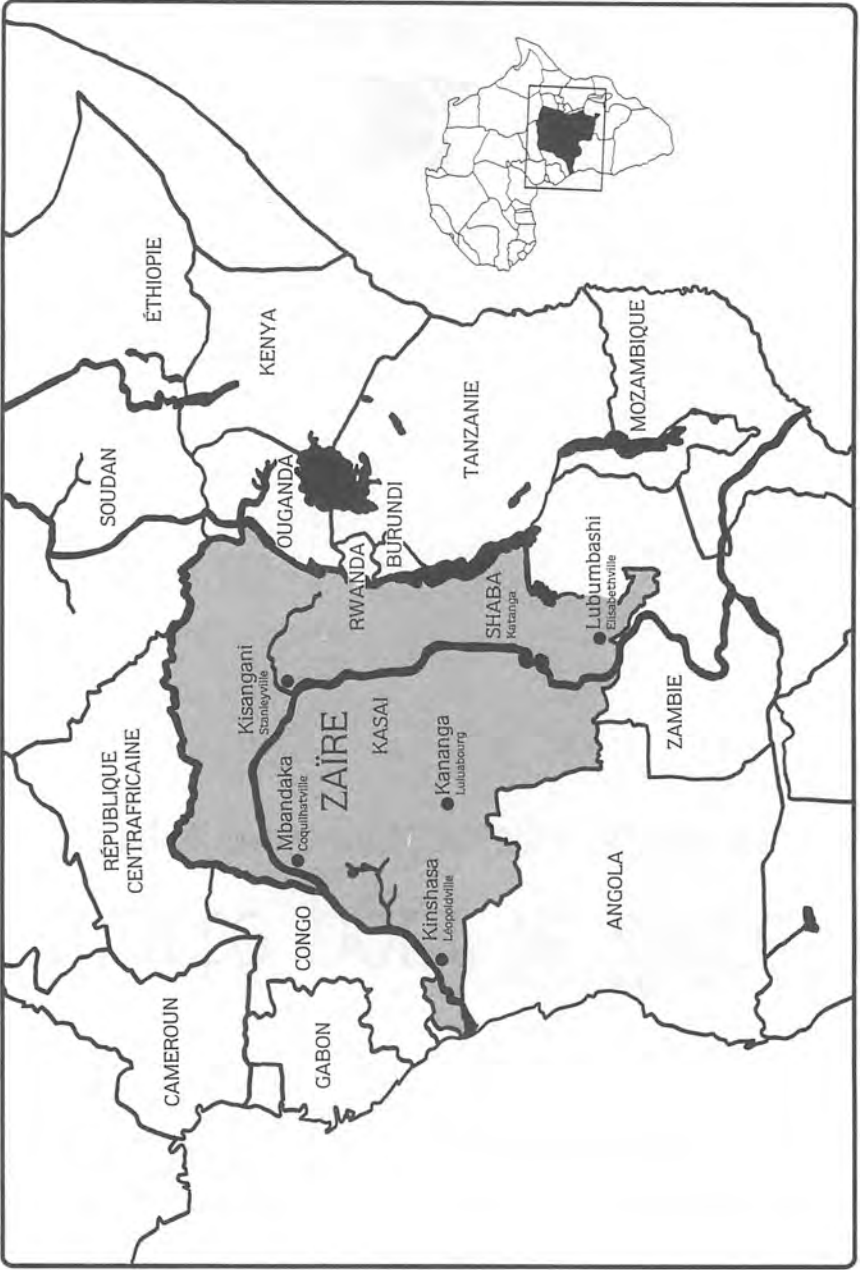
Charles Piguet

Liberté pour le Zaïre

chronique d'une indépendance laborieuse



Caux Edition



*A mes amis zaïrois
A ceux qui préparent l'avenir*

Ceci est un témoignage plutôt qu'une recherche historique car tous les événements qui sont relatés dans cet ouvrage m'ont touché personnellement. Il ne s'agit donc que d'une pièce au dossier de cette étape cruciale de l'histoire africaine que constitue la séquence des indépendances. Le pivot central se situe dans l'année 1960 au cœur géographique du continent, le Zaïre. La décolonisation du Congo belge, à cause de la rapidité des événements – moins de six mois entre l'accord conclu et l'indépendance effective – est peut-être l'étape la plus spectaculaire de ce processus historique.

Parallèlement, j'ai suivi une formation accélérée à l'Afrique. Elle s'est faite sur le tas lors de visites rapides dans l'Ouest africain et aux Etats-Unis liées à mon champ d'action, le Réarmement moral. Davantage réseau de personnes de toutes races et de tous pays que société structurée, celui-ci était sérieusement impliqué en Afrique à cette époque, notamment dans le sillage de jeunes Africains qui s'étaient joints à lui. C'est au coude à coude avec eux que j'allais être instruit et travailler.

Année charnière

1960 a été l'année charnière de l'Afrique nouvelle. En l'espace de quelques mois, dix-sept pays ont accédé à l'indépendance politique. Ce fut une année euphorique pour les premiers intéressés, mais aussi pour de nombreux jeunes Européens comme moi. A la suite de la seconde guerre mondiale dont les horreurs étaient encore proches de nos mémoires, nous assistions à un bouleversement dans l'histoire d'un continent qui nous paraissait hautement positif.

1960. Trois quarts de siècle plus tôt, en 1885, les nations d'Europe et les Etats-Unis s'étaient réunis à Berlin sous la présidence de Bismarck pour se partager les territoires d'Afrique. Cette conférence qui légalisait en quelque sorte les conquêtes impérialistes avait aussi le souci, louable en soi, de mettre fin aux tiraillements incessants que provoquaient entre les puissances d'alors les escarmouches de leurs explorateurs dans les brousses du continent noir.

A Berlin, on découpa le continent en zones d'influences en ménageant habilement les ambitions et les susceptibilités des diverses puissances, sans prendre en considération les populations locales. Les composantes humaines de l'Afrique, pour autant qu'on les connaissait, n'entrèrent pas en ligne de compte. C'est ainsi que des tribus, des peuples réunis par

une même langue et une même structure sociale se sont trouvés coupés en deux par des frontières tirées parfois au cordeau.

Le roi Léopold II, qui depuis sa jeunesse avait voulu faire accéder la Belgique au rang de puissance coloniale, fit reconnaître sa suzeraineté personnelle sur l'Etat indépendant du Congo à défaut de faire accepter à son pays l'idée de s'en faire une colonie.

Une fois indépendants, les pays africains, dans le cadre de l'Organisation de l'Unité Africaine (OUA) créée en 1963, ont eu la sagesse de ne pas remettre en question les frontières ainsi fixées par leurs *ancêtres* gaulois, germains ou bretons. Ils savaient qu'on ne déplace pas les frontières sans guerre, que c'est là une leçon de l'histoire, et qu'ils avaient mieux à faire qu'à provoquer des différends inextricables entre eux au moment où ils devaient commencer à gérer leurs propres affaires. Ils héritaient donc de nations cosmopolites, de tribus coupées en deux, de populations aux multiples langues qu'aucun esprit national ni aucune religion commune ne pouvaient rassembler.

Heureusement, dans l'esprit des Européens, en se retirant volontairement ils laissaient à ces pays le grand cadeau de la démocratie – un homme, une voix – qui permettait de résoudre tous les problèmes. Il n'y avait qu'à étudier l'histoire de l'Europe... dont les guerres incessantes au cours des siècles avaient fini par embraser le monde entier. Il fallut en effet bien vite déchanter. La démocratie fut traitée à l'instar des Ford-Galaxie que chaque nouveau parlementaire zaïrois reçut en cadeau au moment de l'indépendance, le 30 juin 1960. Le tissu du pays s'effrita en même temps que les voitures qui se retrouvèrent cabossées dans les fossés, volées, démontées, revendues pièce par pièce. *L'Afrique noire est mal partie* pouvait alors proclamer un savant expert sur la couverture d'un livre qui fit sensation.

Mais l'Afrique n'avait pas dit son dernier mot. Elle réclamait le droit, comme tous les autres peuples de la planète, de forger son destin à travers les vicissitudes qui sont propres à la race humaine, les antagonismes, les haines, les rivalités collectives, les corruptions, les coups d'Etat, les guerres, mais aussi la grandeur d'âme, les retournements spectaculaires, l'imagination, la foi, la générosité, le courage et le sens du sacré qui ont inspiré ceux qui ont fait l'histoire. L'Afrique n'échappe pas à la règle. Est-ce parce qu'on l'aime trop qu'on voudrait qu'elle soit autre?

Oui, on aime l'Afrique. Ceux qui y ont séjourné le savent. Il y a un virus africain dont on ne peut plus se défaire une fois qu'on l'a attrapé. L'Afrique vous séduit. Elle vous envoûte même. Elle vous saisit par le cœur, en dépit de toute logique. Et elle ne vous lâche plus.

Pinto

J'ai attrapé le virus le 15 février 1960.

Quelques heures après avoir quitté un Paris gris où j'ai grelotté dans mes habits tropicaux à l'aéroport d'Orly, c'est l'émerveillement d'un nouveau monde. Le jour pointe lorsque l'avion se pose à Niamey. Cinq heures du matin, le meilleur moment de la journée. Tiédeur reposante. Nonchalance dans les gestes de quelques silhouettes humaines. Une atmosphère. Je suis conquis.

L'escale comprend un petit déjeuner dans la véranda de l'aéroport. Parmi les passagers se trouve Sylvanus Olympio, premier ministre de la République autonome du Togo qui accédera à la pleine indépendance deux mois plus tard en réunissant sous une même autorité les deux moitiés de cette ancienne colonie allemande administrée depuis 1919 par la France et par l'Angleterre. Je profite de l'occasion pour faire passer à Olympio la carte de visite que Louis Ignacio Pinto m'a remise alors que je faisais la queue pour les contrôles à l'aéroport d'Orly. Pinto avait repéré Olympio qui arrivait pour prendre le même avion, et il m'avait dit en me tendant sa carte: «Tu te feras connaître. C'est mon cousin.»

J'avais fait la connaissance de Louis Ignacio Pinto aux Etats-Unis, au cours d'une série de rencontres du Réarmement moral qui s'étaient succédé tout au long de l'été 1959.

Ancien ministre de la Justice du Dahomey, Pinto était alors sur la touche. Parce que nous parlions français comme lui, il s'est lié d'amitié avec ma femme et moi et nous avons eu de nombreuses occasions de prendre des repas ensemble. Pinto avait été l'un des premiers juristes diplômés de l'ancienne Afrique Occidentale Française. Il plaidait au barreau de Paris mais, pendant des années, il n'avait pas eu le droit d'exercer sa profession dans son propre pays. Les autorités françaises craignaient en effet que les jeunes universitaires africains ne fassent de l'agitation et ne militent en faveur de l'indépendance. On préférait leur donner tous les honneurs dans la métropole. Ignacio Pinto en voulait à la France tout en reconnaissant qu'elle lui avait fourni une éducation digne des exigences du moment. Dans nos conversations cependant, ce n'était pas quand il faisait état de son contentieux avec la France que l'avocat dahoméen s'échauffait, mais quand il nous racontait les péripéties de la politique de son pays. Ses adversaires avaient cherché à brûler sa maison et quand il nous parlait d'eux, j'avais l'impression que des vipères sortaient de ses yeux. Grâce à Pinto, les noms des grands protagonistes de l'évolution extrêmement rapide que connaissait le continent africain nous devenaient familiers. C'était notre première initiation à l'Afrique et à ses mille visages.

La conférence à laquelle nous participions abordait un thème qui peut sembler presque enfantin: il y a une bonne et une mauvaise manière de conduire les peuples, il y a une bonne et une mauvaise manière de conduire sa vie. Ces rencontres, informelles, se tenaient à Mackinac, sur une île des grands lacs du Michigan, aux confins des Etats-Unis et du Canada. Un endroit idyllique, qu'on atteignait par bateau et où aucune automobile n'avait le droit de circuler hormis l'ambulance. On y découvrait des gens du monde entier, dont certains portaient des responsabilités majeures dans la conduite des peuples. Pinto fut saisi par une atmosphère

très éloignée de celle qu'on trouve d'ordinaire dans le monde occidental mécanisé. L'influence indienne y était manifeste, ne serait-ce que par le style de l'immense toit de poutres en forme de *tipee* sous lequel se tenaient les séances.

Pinto réfléchissait. Il prenait du champ. A distance, des positions politiques qu'il avait défendues mordicus se relativisaient. Les bagarres, les haines, les projets de vengeance lui apparurent dans toute leur mesquinerie. Non seulement il voulut s'amender, mais il rêva de voir les frères-ennemis de sa région d'Afrique dépasser leurs sempiternelles rivalités. Pour lui, le premier de ceux-ci était le premier ministre de la Côte d'Ivoire, Félix Houphouët-Boigny, et il se résolut à lui écrire : « Il se passe en moi un phénomène indescriptible et je me sens incité par une force supérieure à vous dire avec humilité et en toute sincérité que je regrette d'avoir nourri à votre endroit des sentiments d'hostilité, de ressentiment, voire de haine... » Pinto se référait à des « incidents tragiques » qui avaient motivé son attitude au cours des précédents mois et en particulier au « déroulement des discussions politiques qui avaient finalement conduit le gouvernement dahoméen de Hubert Maga à adhérer au « Conseil de l'Entente » dont Houphouët s'était fait le champion.

Officiellement, les divergences provenaient de conceptions opposées sur la façon de créer l'unité, les uns prônant une Fédération du Mali-Sénégal, d'autres voyant déjà une confédération élargie à l'échelle du continent. Au départ pourtant, comme Pinto le rappelait dans sa longue missive à Houphouët-Boigny, « nous étions dans une même équipe, luttant pour un même idéal. Notre enthousiasme était grand et nous avions tous pour ambition de promouvoir l'unité africaine... ». Il discernait de plus en plus clairement que c'étaient les relations entre des personnes devenues rivales qui menaçaient l'avenir radieux de la liberté politique.

Pinto envoya copie de sa lettre à d'autres dirigeants politi-

ques de l'Afrique de l'Ouest, tels que Modibo Keita du Mali et Léopold Sedar Senghor du Sénégal.

Le rêve de Pinto de réunir tous ces hommes dans un esprit nouveau ne s'est pas réalisé comme il l'avait espéré. Mais une prise de conscience s'était faite en lui: chaque individu, à commencer par lui-même, porte une responsabilité incontournable dans la marche du monde. Il ne s'en est plus jamais écarté. Dans une de ses lettres adressées aux dirigeants africains d'alors, il évoquait la concordance qu'il avait ressentie avec le philosophe français Gabriel Marcel rencontré dans cette île du Michigan. Celui-ci y avait souligné le besoin pour les hommes de donner une dimension spirituelle à leurs engagements, notamment politiques, s'ils ne voulaient pas voir leurs entreprises s'égarer. «Beaucoup d'entre nous, avait-il déclaré, se trouvent en présence de problèmes qui nous apparaissent comme techniquement insolubles: je veux dire par là que les moyens habituels, qu'ils soient d'ordre diplomatique ou militaire, semblent avoir échoué. Mais nous avons tous une responsabilité, si faible ou même indiscernable soit-elle, dans ces problèmes et notre changement d'attitude, ceci voulant dire avant tout *notre volonté de participer à une communauté mondiale*, peut contribuer à ouvrir une brèche dans cette forteresse de haines, de préjugés politiques et raciaux dans laquelle l'humanité est encore emprisonnée».

Apprentissage

Ce n'était donc pas à la légère que Pinto m'avait dit d'aborder Sylvanus Olympio de sa part lors de mon vol vers le Dahomey. Il mettait son espoir dans ces contacts personnels avec les dirigeants de la nouvelle Afrique. Il désirait rassembler ceux-ci par delà leurs rivalités et leurs jalousies et leur faire partager ce qu'il avait trouvé à Mackinac. Le panafricanisme était dans l'air mais, s'il restait un slogan politique, il ne réussirait pas à unir les Africains. Le front commun contre l'oppression coloniale, qui était né en Afrique de l'Ouest francophone dès 1946 lors du premier Congrès du Rassemblement démocratique africain de Bamako, s'était effrité à mesure qu'approchait le moment de prendre effectivement en charge l'avenir du continent.

Dans cette optique, je me rendais au Dahomey pour y rejoindre un étonnant comité formé d'Africains de divers pays anglophones qui avaient fait parler d'eux par la production d'un film dont le titre *Liberté* faisait retentir le cri unanime de la classe politique et intellectuelle de l'Afrique d'alors. Mais quelle liberté? Toute la question était là. Je ne me doutais pas alors que ce contact chaleureux avec Sylvanus Olympio ne déboucherait que sur une courte visite à Lomé et que, moins de deux ans plus tard, il mourrait assassiné, première

victime de coups d'Etat qui allaient faire partie désormais de l'histoire africaine.

Mon avion atterrit à Cotonou au milieu de la matinée. A mon grand désarroi, le collègue qui était censé m'attendre à l'aéroport n'était visible nulle part. Que faire? Je n'avais aucune adresse. Très vite, une horde de gamins me pressèrent de toutes parts, empoignant ma valise, me poussant dans la direction des taxis. Ils sentaient bien que j'étais perdu. Puis je me dis que, Pinto ayant préparé notre visite avec le gouvernement, la meilleure personne à qui m'adresser était le premier ministre et je me fis conduire à sa résidence. Hubert Maga me reçut très chaleureusement et m'invita à partager son déjeuner. Hospitalité spontanée. Il me fit ensuite conduire à Porto Novo, la capitale politique du Dahomey (Bénin), où nous devons loger à l'hôtel des députés. La voiture officielle fonctionnait au klaxon et à l'accélérateur et j'eus pendant quelques instants le sentiment grisant d'être un grand personnage en voyant les pauvres piétons, la tête souvent chargée d'immenses ballots, sautant de droite et de gauche pour avoir la vie sauve. Je découvrais l'Afrique.

Dans le courant nouveau qui déferlait sur le continent, la sagesse des anciens qui consiste à contourner les obstacles insurmontables plutôt qu'à s'acharner sur eux se trouvait à bout de souffle. Peu à peu, les traditions ancestrales ne devenaient que figuratives. Lors de la réception que donna pour notre groupe le maire de Porto Novo, Sourou Migan Apithy, on remarquait quelques personnages pittoresques: ceux qui furent officiellement présentés comme les sorciers, puis celui qui méritait toute la déférence des visiteurs, le roi de la nuit.

Il y avait dans la région de Porto Novo deux rois rivaux. Pour éviter de sanglantes batailles, l'un devint le roi du jour, l'autre le roi de la nuit. Comment s'était établi cet arrangement salvateur, je ne l'ai pas découvert. Toujours est-il que

les deux personnages ne devaient jamais se rencontrer, au point d'ignorer l'existence l'un de l'autre. Lorsqu'ils se déplaçaient, leurs émissaires marchaient par-devant, épiant les alentours. Si le roi rival était en vue, ils provoquaient d'habiles changements de parcours pour préserver la paix de la tribu.

Le choc des civilisations qui se manifestait soudain à l'échelle planétaire exigeait d'autres remèdes. Pinto avait organisé le venue du groupe *Liberté* dans son pays. Retenu à Paris au dernier moment, il nous a permis à distance de rencontrer tous les dirigeants du Dahomey d'alors, ceux qui étaient en place et ceux qui, évincés par leurs rivaux, attendaient dans l'ombre l'occasion de revenir aux affaires.

Dans tout pays, les ambitions des politiciens sont difficilement conciliables. Elles les conduisent plus vite à s'affronter qu'à créer un front commun de partenaires égaux. La démocratie parlementaire en vigueur dans les pays occidentaux a été un moyen de départager les candidats rivaux aux postes de responsabilité. Convientra-t-elle à l'Afrique? De nombreux dirigeants africains de l'époque sont attirés par le communisme qui, du moins en théorie, leur semble mieux adapté à l'esprit communautaire africain. Les choix ne sont donc pas seulement politiques. Ils sont également idéologiques.

Il faut aussi comprendre la volonté des jeunes élites africaines d'extirper ce qui leur semble être la cause de tous leurs maux, le colonialisme qui, pour beaucoup d'entre eux, se ramène à la domination de la race blanche. Il est donc essentiel qu'un jeune Européen qui rêve de fraternité universelle et qui aspire à œuvrer en Afrique sache déceler en lui-même les attitudes qui ont nourri les ressentiments contre les gens de sa race. Sera-t-il sensible à l'effet que peuvent produire sur ses camarades africains des opinions nées davantage du jeu superficiel de l'intellect tant adulé dans le

monde latin que du souci de rencontrer l'autre? L'authenticité des amitiés qu'il établira dépendra donc de l'apprentissage qu'il sera disposé à subir.

Après dix jours au Dahomey, un crochet par Yaoundé me permet de revoir deux amis camerounais avec lesquels j'avais séjourné à Atlanta, la grande métropole du sud des Etats-Unis. C'est là que j'avais eu l'occasion de toucher du doigt et, si l'on peut dire, du cœur, le problème lancinant de la ségrégation raciale qui, telle qu'elle était notamment pratiquée en Afrique australe, allait planer comme un spectre sur les pays d'Afrique pendant les décennies à venir.



Sous un buste de Marianne vieux style, le roi de la nuit, les sorciers, les notables accueillent le groupe *Liberté* à la mairie de Porto Novo. Debout au centre, le maire Sourou Migan Apithy, ancien député à l'Assemblée nationale française. On est à quelques mois de l'indépendance du Bénin appelé alors le Dahomey.

Atlanta

En arrivant à la gare d'Atlanta, le visiteur était averti: «Sortie réservée aux blancs» – «Pour noirs seulement». Les règles de la ségrégation lui étaient en quelque sorte lancées à la figure dès le premier instant et je les ressentis comme une atteinte à ma propre liberté. «Et si j'essayais de sortir par l'autre porte, juste pour voir...»

Quoique la ségrégation fût bannie sur le plan fédéral et qu'elle n'eût pas aux Etats-Unis la même portée qu'en Afrique du Sud, certains Etats maintenaient leurs propres lois dans le domaine racial. Comment la délégation internationale de plus de trois cents personnes que nous formions allait-elle ressentir dans la vie quotidienne les effets d'un régime en théorie de séparation, mais en pratique de discrimination? Chacun de nous allait se trouver légalement catégorisé dans les hôtels, les transports publics, les cinémas, ce qui ne manqua pas de poser problème pour le classement de nos collègues asiatiques. En fait, une situation qui aurait pu exacerber les sensibilités et même semer la zizanie entre nous rendit chacun plus conscient de l'enjeu de notre mission. La ségrégation était issue de l'idée que la réconciliation était impossible, et par là même la possibilité de vivre ensemble. Nous savions, par expérience, que le contraire était vrai et

nous étions là, en si grand nombre, pour en être une preuve vivante. Nous avons convenu entre nous de respecter les lois du pays et de ne jamais provoquer d'incident. Dans les limites des règles ambiantes, nous nous contenterions de vivre dans la liberté totale des enfants de Dieu.

A cette époque, tous les hôtels d'Atlanta étaient réservés aux blancs et les noirs n'avaient pas le droit d'en gérer. Il existait cependant en dehors du centre ville une grande bâtisse qui était officiellement un *apartment house* et qui servait en fait d'hôtel pour noirs. Rien n'empêchait des blancs d'y habiter et c'est là qu'une grande partie de notre groupe a logé. L'établissement appartenait à un magnat de la communauté noire connu sous le nom de chef Aitken. J'y ai habité pendant des semaines, partageant une chambre avec les deux Camerounais que j'allais retrouver à Yaoundé, avec un noir américain qui avait été le chauffeur d'une grande famille de Washington, et avec Michel, un Français qui devint plus tard mon beau-frère. C'est là aussi que tout notre groupe se retrouvait, car cet établissement était paradoxalement le seul endroit de la ville où une assemblée multiraciale pouvait se tenir sans problèmes.

Le fer de lance de la campagne à laquelle nous participions était une comédie musicale qui retraçait la vie de la grande éducatrice noire américaine Mary McLeod Bethune. Parmi les héros du combat pour l'émancipation des noirs aux Etats-Unis, elle se plaçait dans la lignée des Booker T. Washington et des Martin Luther King. Née dans une famille d'esclaves, Mary McLeod Bethune était devenue conseillère du président Roosevelt pour les affaires de son peuple. Cette comédie musicale avait été mise en scène dans l'île de Mackinac où je rencontrerai Pinto deux ans plus tard. La vedette en était l'extraordinaire chanteuse noire Muriel Smith.

Le spectacle était intitulé *Le Couronnement de ma vie* et il fut donné en grande première le 11 janvier 1958 dans le

gigantesque auditorium municipal d'Atlanta. Selon les règles encore en vigueur, les spectateurs entraient tous par la même porte mais ils devaient se séparer une fois dans la salle, les blancs s'asseyant d'un côté, les noirs de l'autre. Des milliers de personnes arrivèrent de tous les quartiers de la ville. Annoncé par les médias, l'événement était en outre salué par des personnalités d'Asie et d'Europe. «Le cœur de l'Inde se joint à vous pour réunir les races, les classes et les nations», proclamait dans un message à la troupe Rajmohan Gandhi, petit-fils du Mahatma Gandhi, le pionnier de l'indépendance indienne. L'intention était claire. Même si cela n'était pas dit officiellement, on avait le sentiment de participer à une espèce de conspiration internationale visant à aider l'Amérique, qui se voulait championne de la liberté, à dépasser une fois pour toutes les séquelles de la ségrégation. Certaines personnes ont été jusqu'à comparer l'effet du *Couronnement de ma vie* à celui qu'avait eu un siècle plus tôt sur la conscience de l'Amérique le célèbre roman de Harriett Beecher Stove *La Case de l'Oncle Tom*. Mais il fallait plus que trois représentations d'un spectacle pour transformer les habitudes d'une ville. Il fut donc décidé de prolonger. Mais où? L'auditorium municipal était déjà réservé pour les jours suivants. Les autres salles de la ville, qui appartenaient à des intérêts privés, n'étaient pas accessibles à tous sur un pied d'égalité. Il y avait bien un cinéma qui possédait une scène suffisamment vaste, mais il réservait son parterre et sa première galerie aux blancs, qui entraient par la grande porte, et ne laissait aux noirs que le poulailler auquel on accédait par la porte de derrière et par un escalier sombre et crasseux.

Convaincu par la qualité du spectacle et sans doute séduit aussi par l'intention qui nous animait, le propriétaire fut d'accord d'ouvrir pour la première fois sa salle sans discrimination. Blancs et noirs entreraient donc par la même porte,

mais ils devraient respecter la loi et donc s'asseoir dans des travées séparées. L'enthousiasme soulevé par les premières représentations fit cependant long feu. Les noirs ne fréquentaient pas cette salle et voulaient, avant d'y mettre les pieds, que toute séparation soit abolie. Quant aux blancs, ils résistaient pour la plupart, sans se l'avouer peut-être, à l'idée qu'ils devraient bien se résoudre un jour à vivre côte-à-côte avec l'autre communauté sur un pied d'égalité.

Pour remplir le théâtre, il fallut donc aller convaincre les gens un à un. Nous avons alors saisi toutes les occasions qui nous étaient offertes de parler dans différents cercles et en particulier dans les églises qui sont aux Etats-Unis des centres par excellence d'activité sociale. Combien de fois me suis-je trouvé avec mes camarades africains dans des églises noires où, en contraste avec la réserve compassée de nos cultes réformés, la ferveur exubérante était de mise et où les fidèles ponctuaient les sermons de bruyants *amen* et *alléluias*. Le prédicateur ne manquait pas de nous donner la parole et les fidèles se précipitaient sur nous à la sortie pour nous remercier d'être venus «adorer le Seigneur» avec eux. L'influence de ces églises n'était pas négligeable, quelques-unes d'entre elles étant même de véritables forums politiques qui rassemblaient dimanche après dimanche des milliers de personnes. L'accueil chaleureux de ces communautés débouchait parfois sur des invitations dans les foyers, en général pour le repas copieux du dimanche qui se prenait vers quatre heures de l'après-midi. Combien d'amitiés ne se sont-elles pas nouées dans ces occasions.

Les contacts dans la communauté blanche étaient plus difficiles et plus exclusifs, ce qui, indépendamment de la race, est toujours le cas parmi ceux qui détiennent les privilèges. On décida donc de faire du porte-à-porte, ce qui aux Etats-Unis n'est pas l'apanage exclusif des Mormons ou des Témoins de Jéhova.

Dans le souci de ne provoquer personne, nous avons évité de nous présenter d'emblée en groupe multiracial, ce qui aurait été ressenti comme provocateur. Sage précaution car nous avons pu très vite mesurer quelle montagne de préjugés peut s'amonceler au sein d'une communauté qui se sent menacée dans son confort de vie et dans son train-train quotidien. Michel et moi avons décidé de quadriller un quartier blanc situé à un jet de pierre de l'*apartment house* pour noirs où nous logions. Nous avons sonné à une porte. C'était celle d'un pasteur qui nous a d'emblée accueillis au sein de sa famille. L'idée de rencontrer deux jeunes gens venus d'Europe séduisait parents et enfants. Même dans un cercle aussi distingué et aussi sympathique, les esprits étaient obnubilés par la question raciale. Des histoires sordides circulaient sur le compte des noirs, que la famille du pasteur ne se faisait pas faute de colporter. Pouvait-on les vérifier? «Tenez, expliqua l'homme de Dieu. A deux pas d'ici, il y a un établissement géré par les noirs. Il y règne une saleté et une promiscuité répugnantes et récemment...». Suivit une histoire de viol et d'assassinat dont je ne me souviens pas des détails car instinctivement je me bouchai les oreilles pour ne pas entendre. Qu'est-ce qui pouvait à ce point aveugler un homme qui prêchait dimanche après dimanche l'évangile d'amour? Peut-être simplement la peur. L'angoisse de ce qui pourrait arriver à sa petite fille blonde si elle s'aventurait toute seule à moins de cinq cents mètres de chez elle, cette petite fille qui, toute confiante, était venue s'asseoir sur mes genoux. A ma honte, et le sentiment de ma lâcheté ne m'a pas quitté jusqu'à ce jour, je n'ai pas osé dire au pasteur que l'établissement «sale et répugnant» dont il parlait était précisément celui où nous vivions... Je ne suis plus retourné dans cette famille et cela restera pour moi une occasion manquée.

Le changement était pourtant dans l'air et le vent nouveau soufflait de plus en plus fort. Que nous ayons contribué

à l'attiser, c'est indéniable. A notre arrivée dans la ville, les transports publics étaient encore sous le régime de la ségrégation: les blancs devant, les noirs derrière. Nous nous arrangions pour nous asseoir selon les règles mais à la limite des zones de démarcation et je me souviens de conversations animées en français avec mes amis camerounais par-dessus la frontière de nos secteurs respectifs. Il n'y a rien de tel que l'exemple pour faire bouger les choses. Après cinq mois de présence d'une grande équipe internationale de trois cents personnes à Atlanta, la ville n'était plus la même. Aujourd'hui, Atlanta est devenue la métropole du Sud. C'est un centre d'affaires dont le rayonnement touche aux arts et aux efforts de paix à travers le monde. Son maire, comme celui de plusieurs grandes villes américaines, est noir. L'électorat de ces hommes se recrute dans toutes les communautés. Pour eux, la question raciale est passée au second plan, après le souci de bien gérer les affaires publiques qui leur sont confiées.

La Table ronde

Le Congo aura marqué l'année 1960 plus qu'aucun autre pays africain. C'est là que l'abcès du colonialisme a crevé d'un seul coup. Jusqu'en 1959, le Congo belge faisait à peine parler de lui dans la presse internationale. Propriété privée du roi des Belges Léopold II, il n'était devenu une colonie qu'un demi-siècle plus tôt par une décision du parlement prise du bout des lèvres. Le Congo était élevé dans un cocon et l'opinion, en Belgique tout au moins, n'imaginait pas que la situation puisse évoluer de sitôt. Quelques émeutes et rébellions avaient bien eu lieu au cours des décennies, mais la vie au Congo était idéalisée et de nombreux jeunes Belges s'enrôlaient dans l'administration coloniale, dans les missions ou dans des activités économiques qui devenaient enfin rentables pour la mère patrie.

Le décliv se produisit par la publication, d'abord en flamand puis en français, d'un article apparemment anodin d'un professeur van Bilsen, de l'Institut Universitaire des Territoires d'Outre-Mer. On était au début de 1956 et le titre fit scandale: «Pour un plan de trente ans pour l'émancipation politique de l'Afrique belge.» Pourquoi une telle réaction? Le vent de l'émancipation soufflait pourtant sur le monde. La vague des indépendances avait commencé à déferler depuis une dizaine d'années et tout observateur avisé de la scène

mondiale pouvait prévoir qu'elle serait à la fois irrésistible et planétaire. En 1947, l'Inde, le Pakistan et Ceylan (Sri Lanka) étaient reconnus indépendants, en 1948 la Birmanie, en 1949 l'Indonésie, puis la Libye, le Soudan en 1953 et, en 1954, l'indépendance du Viet-Nam, du Laos et du Cambodge, à la suite des Accords de Genève, mettait fin pour la France à la guerre d'Indochine.

En Afrique, le processus de l'émancipation s'était déclenché inexorablement. Des Africains siégeaient au Parlement français depuis 1946, certains, comme l'Ivoirien Houphouët-Boigny, devenant même membres du gouvernement de la IV^e République. Les Anglais de leur côté avaient accordé l'autonomie interne à plusieurs de leurs territoires africains alors que les noms de Kwame Nkrumah, Nnamdi Azikiwe et Jomo Kenyatta commençaient à être connus internationalement. En 1955, soit un an avant la publication du rapport Van Bilsen, s'était tenue à Bandung, en Indonésie, une conférence des pays nouvellement indépendants qui, selon le mot de Léopold Sedar Senghor, allait marquer «la mort du complexe d'infériorité des peuples colonisés». Le Congo, vu de loin, semble vivre encore en état de léthargie. Pour combien de temps? Sur place, le feu couve sous la cendre. Lors de l'Exposition internationale de Bruxelles de 1958, un groupe représentatif de Congolais considérés comme *évolués* sont les hôtes de la Belgique. Pour la plupart, ils ne se connaissent pas entre eux. Leur rencontre marque le début d'une prise de conscience nationale. Se doute-t-on de part et d'autre que ces mêmes Congolais seront de retour à Bruxelles deux ans plus tard pour une Table ronde qui décidera de l'indépendance immédiate?

Entre temps, surviennent les incidents du 4 janvier 1959. Une manifestation du parti de l'Abako, interdite par les autorités coloniales, dégénère en émeute, provoquant des incendies d'écoles et de missions. Elle est suivie d'arrestations

et d'une répression musclée de la police, puis de la force publique. Bilan: entre cinquante-deux et plusieurs centaines de morts selon les sources. Le monde se frotte les yeux: que se passe-t-il au Congo?

Les nouvelles que nous recevions alors présentaient la situation comme un affrontement tribal entre les Bakongo, descendants de l'ancien royaume du Kongo qui, déjà au XVI^e siècle, entretenait des relations avec l'Europe, et les Bangala, peuple établi le long du fleuve, notamment dans la province de l'Equateur. La réalité est tout autre. Malgré l'interdiction, la manifestation de l'Abako, association politique des Bakongo, dont le chef incontesté est Joseph Kasa-Vubu rassemble des foules au lieu prévu. Elles se mélangent aux spectateurs d'un match de football sortant du stade. Un geste inconsidéré de répression provoque l'embrasement. La force publique, mandatée sur les lieux, est composée en grande partie de Bangala, dont la langue, le lingala, est généralement utilisée dans l'armée. Il n'en faut pas davantage pour alimenter la thèse d'une guerre tribale.

Toujours est-il que ces événements font l'effet d'un coup de semonce. En métropole où, comme dans tout régime démocratique, chacun est libre de s'exprimer à bon et à mauvais escient, les prises de position fusent à tort et à travers, le débat s'envenime jusqu'au point où un sentiment irrésistible s'empare des esprits: il faut se débarrasser de l'encombrante responsabilité de cette colonie qui n'a été après tout que la marotte d'un roi. Quant au gouvernement, il est épouvanté par le spectre d'une guerre semblable à celle d'Algérie qui dure depuis près de quatre ans. Dès lors, tout va très vite. On doit rattraper le temps perdu. Au milieu de multiples tergiversations, il est décidé qu'une Table ronde belgo-congolaise se tiendra à Bruxelles pour décider de l'avenir du Congo et préparer son indépendance. D'un coup, les Congolais font irruption sur la scène mondiale.

La Table ronde sur le Congo s'est ouverte à Bruxelles en janvier 1960. Des tensions existaient certes au sein des délégations congolaises, notamment entre les partisans d'un état unitaire et ceux qui prônaient le fédéralisme. Tous étaient unis cependant pour réclamer l'indépendance dans les délais les plus courts. Certains d'entre eux, comme Joseph Kasa-Vubu et Albert Kalonji, qui ont été arrêtés au cours des mois précédents pour «instigation à la haine raciale», bénéficient de l'aura des martyrs. Patrice Lumumba, lui, est encore en prison au moment de l'ouverture de la conférence. Incarcéré une première fois en 1956 pour détournement de fonds du service des comptes de chèques postaux où il travaillait, il a été à nouveau emprisonné pour motifs politiques comme ses deux compatriotes, mais son procès n'a pas encore eu lieu. A la Table ronde, tous les Congolais font front. On entend même les plus modérés, voire les plus dociles, réclamer la libération du tribun. Bientôt, on va voir dans la presse la photo d'un Lumumba arrivant à Bruxelles dans le pur style médiatique, poings levés et poignets bandés à l'endroit des menottes. A la Table ronde, les choses ne traînent pas. On ne parle plus du plan de trente ans qui avait suscité tant d'espoir parmi les jeunes nationalistes congolais deux ans auparavant. On compte en mois et tout devra être consommé le trente juin de la même année, les seules questions en suspens étant les modalités du transfert et l'assistance belge au nouvel Etat.

C'est à cette époque que j'accompagne à Luxembourg quelques-uns des acteurs du film *Liberté*. Ils suivent avec passion ce qui se passe à Bruxelles et doivent être interviewés par Télé-Luxembourg. *Liberté*, qui a été tourné au Nigeria, conte l'histoire d'un pays africain en marche vers son indépendance. Film à thèse sur l'authentique liberté qui se met au service de tous, il est en plein dans l'actualité. Après l'émission, les acteurs du film, en tournée en Europe,

doivent passer par Bruxelles pour prendre un avion à destination de Stockholm. Il faut rencontrer les leaders congolais! Dans le hall de l'hôtel Plaza, où logent la plupart d'entre eux, les acteurs de *Liberté* font grande impression dans leurs tenues traditionnelles bariolées. Il est midi. La délégation du Kwilu rentre la première après les délibérations de la matinée. Le contact est immédiat. On parle de la Table ronde et de *Liberté*, qui fait alors figure de grand film africain de l'indépendance. Ifoghale Amata et Manasseh Moerane, les deux acteurs principaux, exhibent l'hebdomadaire flamand *De Post* qui publie face à face une photo de Lumumba débarquant à Bruxelles avec ses poignets bandés et une image du film. Les autres délégations arrivent et c'est bien vite l'at-troupement.

Dix jours plus tard, les délégations congolaises dans leur ensemble assistent à la projection de *Liberté* dans une salle de l'hôtel Plaza. Tous les leaders congolais de l'époque sont là. Seuls manquent à l'appel: Antoine Gizenga qui mènera plus tard la rébellion de Stanleyville. Il a préféré faire un stage à Moscou plutôt que d'assister à la Table ronde. Et Lumumba, déjà très sollicité, est à Paris. Son adjoint fidèle, M'Polo Maurice, est présent. Le regard décidé de celui-ci m'impressionne et je suis loin de penser que dans moins d'un an il accompagnera son chef humilié et battu dans l'avion qui les conduira tous deux à la mort.

Joseph Kasa-Vubu arrive, entouré de toute sa délégation. Son parti est le plus structuré et sans doute le mieux organisé de tous les partis congolais, mais il se confine au Bas-Congo, c'est à dire à la région située entre le port de Matadi et la capitale. Chef incontesté de cette province des Bakongo, on l'appelle déjà le roi Kasa. Du côté belge autant que de celui des autres leaders, on craint fort que le «roi» ne réclame une indépendance séparée pour sa province. Kasa-Vubu est énigmatique. Il quitte la salle de projection comme il est entré, sans mot dire.

Tout autre est Albert Kalonji. Bouillonnant, ambitieux, il s'est disputé avec Lumumba et a pris la tête d'une aile dissidente du Mouvement National Congolais. Aussitôt la projection terminée, Kalonji se précipite sur Amata: «Il faut que vous veniez au Congo avec votre film.» Kalonji est originaire de la province du Kasai où se mène une guerre tribale entre les fougueux Baluba dont il est le porte-parole et le peuple ancestral des Lulua. «Quand les Belges seront partis, nous nous entretuerons», dit Kalonji. Il ne veut pas un bain de sang et, si ses yeux sont vite attisés par la haine, il n'en est pas moins réaliste et rusé. Plutôt que de diviser, il préférerait réconcilier pour régner et il règnera en effet puisqu'il deviendra bientôt le «Molupwe» du Sud-Kasai, un territoire peuplé uniquement de ses Baluba.

N'empêche que Kalonji est intrigué par le film. Il veut le pouvoir, certes, mais il veut aussi la paix. Et Kalonji a de la suite dans les idées. Quelques jours plus tard, il me téléphone pour me proposer de l'accompagner à Londres où il veut étudier le Réarmement moral de plus près. Il a trouvé les fonds pour payer le voyage, y compris le mien, et il sera accompagné par un représentant lulua présent à la Table ronde, François Lwakabwanga. A Londres, nous sommes logés par des amis qui nous proposent de nous rendre à Oxford pour visiter l'université où, dans les années vingt, Frank Buchman a développé son action parmi les étudiants jusqu'à en faire un réseau mondial au service des nations. Lwakabwanga est séduit par Oxford. Il veut s'acheter un chapeau melon, comme celui que portent les gentlemen de la City. C'est le premier point saillant du voyage. Le deuxième est que, dans la voiture sur le chemin du retour vers Londres, Kalonji et lui décident d'unir leurs efforts pour apporter la pacification dans leur province. Toute autre tentative avait jusqu'ici échoué. Une conférence organisée par l'administration belge quelques mois plus tôt au lac Munkamba a tourné

à la confusion. On continue à brûler les cases et à éventrer les femmes enceintes, malgré la présence militaire de la puissance coloniale. Que se passera-t-il quand elle ne sera plus là? Kalonji et Lwakabwanga savent que tout dépendra d'eux. Dans cette automobile, on renonce au jeu des intérêts, on va même au-delà des bonnes intentions. Nous vivons un de ces rares moments où l'on a le sentiment que s'installe une communion spirituelle. Le chapeau melon que François Lwakabwanga arborera plus tard au Congo comme seul de son espèce restera le témoin de ce voyage à Oxford et de ces instants décisifs.

A peine rentré à Bruxelles, Kalonji écrira au ministre du Congo, M. Auguste De Schryver, pour demander que la Belgique envoie une délégation du Réarmement moral au Congo afin d'y présenter le film *Liberté* et de pacifier le Kasaï avant l'indépendance. Le ministre répond qu'il n'y voit aucun inconvénient mais que la Belgique n'est pas en mesure de financer l'opération.

Liberté

Quelle force de rassemblement peut permettre à un peuple composite de vivre sans s'entre-déchirer? A travers l'histoire, les nations ont essayé de multiples réponses, sans jamais résoudre le problème pour de bon. Suffit-il de laisser chaque groupe faire valoir son point de vue et ses droits? C'est le régime du palabre qui doit déboucher sur un consensus, ou un modus vivendi longuement et patiemment élaboré. Ou faut-il un homme fort, débonnaire ou tyrannique, père de la nation ou despote, qui soit capable de faire passer sa solution par la persuasion ou par la contrainte? L'accession à l'indépendance des nouveaux Etats africains posait inévitablement la question du système politique qu'ils allaient adopter. Quelle allait être la réponse de l'Afrique aux alléchantes propositions, accompagnées de toutes sortes de pressions et de marchandages, que présentaient les puissances de l'Est et celles de l'Ouest, chacune persuadée que son projet de société serait à coup sûr le projet-miracle pour le continent. Ces puissances se livraient en fait une guerre froide dont l'enjeu était le contrôle du monde. Fallait-il nécessairement choisir un camp ou existait-il pour l'Afrique une troisième voie?

En relisant le script du film *Liberté*, on voit qu'il présentait, à l'époque, une extraordinaire leçon de science politique et qu'il s'insérait en plein dans ce débat.

Liberté était né de façon presque fortuite, dans l'atmosphère chaleureuse d'une grande famille, non une famille de sang, ni une famille tribale, mais une famille cosmopolite comme en suscitent à leur origine les grands courants spirituels. On était à Caux, en Suisse, une petite localité à mille mètres d'altitude, qui surplombe le lac Léman. Depuis une dizaine d'années, des gens de partout s'y rassemblaient pour examiner les problèmes du monde dans une optique universelle. Le père de cette initiative, Frank Buchman, venait d'arriver des Etats-Unis. Proche des 77 ans, il avait présidé successivement trois assemblées internationales dont l'une à Washington. Avec des hommes politiques de différents pays, il avait mis sur pied une mission de quelque trois cents personnes qui parcouraient au même moment les capitales de l'Asie. En Suisse, il fut accueilli au quartier général de son mouvement par des représentants venus de partout, et notamment, nous rapporte le service de presse du centre, par ceux «de Nigeria et de Gold Coast qui entraînaient toute la foule dans le rythme ensorcelant de refrains africains ponctués par le battement des tam-tams». Sur la colline de Caux, on était à l'heure africaine.

A vrai dire, elle y avait sonné depuis longtemps déjà. Nnamdi Azikiwe, populairement appelé Zik, figure dominante de la revendication nationaliste du Nigeria, y avait séjourné en 1949 avec un groupe de son pays. Dans le recueil de ses discours publiés par la *Cambridge University Press*, on trouve le texte de l'intervention qu'il avait faite au moment de son départ de Caux: «Ici, j'ai appris que nous ne devons pas chercher à savoir qui des Anglais ou des Nigerians ont tort ou raison mais aspirer à ce qui est juste pour la Nigeria. C'est une grande leçon.»

Six ans plus tard, des collègues de Zik sont parmi les représentants du Nigeria et du Ghana (l'ancienne Gold Coast) qui accueillent Buchman. Mais l'Europe exerce une attraction irrésistible sur ces hommes et ces femmes fraîchement débarqués d'un continent neuf. Après quelques jours en assemblée mondiale, ils veulent aller voir Londres, Paris, Bruxelles. «Qu'allez-vous y apporter?» demande Buchman. La question leur paraît presque insolente. Nous, apporter quelque chose? Après tout ce que nous avons subi, nous avons tout à recevoir. Nous sommes venus pour chercher des idées et des moyens, non pour en donner. «Eh bien, réplique Buchman, j'ai été réveillé cette nuit et j'ai eu une idée inattendue. Vous allez monter un spectacle qui exprimera les aspirations des peuples de l'Afrique et les réponses de l'Afrique aux dilemmes de l'humanité.»

A cinq cents personnes, rassemblées dans la grande salle du Caux-Palace, on tente d'imaginer un scénario. «La scène doit se passer dans un marché,» lance une femme, dont le visage rond, épanoui, est encadré d'un grand foulard bleu. Pour elle, le marché est le cœur de la vie africaine: au marché de Lagos, c'est elle qui mène les commerçantes. Un politicien enchaîne: «Il faut montrer que les ennemis politiques peuvent apprendre à collaborer.» Il est chef de l'opposition au parlement de la région Est du Nigeria et il témoigne du nouvel esprit qui s'est instauré dans son assemblée à la suite du passage de Zik à Caux.

«Prenez trois jours pour écrire le scénario, dit Buchman. Vous serez libérés de toutes les tâches communautaires de cette maison.» Une semaine plus tard, la première représentation de *Liberté* est donnée au théâtre de Caux. Le premier acte a été écrit par les Nigériens, le second par les Sud-Africains, le troisième par les Ghanéens: Au cœur de l'Afrique, le royaume imaginaire de Bokondo prépare son avenir. S'il vit de la majesté de sa tradition ancestrale, il connaît aussi

les rivalités tribales et le fardeau du joug étranger. Le jeune tribun Moutanda, dont la tribu est majoritaire, excite le peuple contre l'administrateur colonial qui, malgré sa longue expérience du pays, est de plus en plus l'objet du ressentiment populaire. L'administrateur, M. Collard, vient de décider une augmentation des impôts. C'est l'occasion qu'attendait Moutanda pour se rallier les autres tribus et ridiculiser leurs leaders à la solde de l'étranger. Les esprits s'échauffent. Mme Palaver mobilise les femmes du marché. Une bombe est lancée. Bokondo risque les troubles les plus graves de son histoire. C'est alors que le premier ministre du gouvernement autonome rentre d'une conférence internationale qui s'est tenue à Genève. Il propose à chacun des protagonistes une autre révolution, plus profonde, plus radicale. Le conflit change de niveau. Délaissant les rivalités entre personnes, il se transpose dans les consciences. Les idées apportées par le premier ministre réunissent les hommes. Elles apportent une liberté nouvelle, authentique, qui dépasse de loin les frontières du jeune Etat de Bokondo.

En l'espace de quelques mois, la pièce *Liberté* était jouée à Londres, Paris, Bonn, Genève, Helsinki, Copenhague, Stockholm. Elle suscitait l'enthousiasme mais aussi la controverse. Ce n'était plus l'Afrique de grand-papa qui était présentée sur scène, mais pas non plus celle qu'imaginaient avec fougue et rancœur certains jeunes africains qui transposaient la lutte des classes de Karl Marx en guerre raciale. «Le spectacle le plus surprenant de l'été» commentait le quotidien parisien *France-Soir* après une représentation animée au théâtre de la Cité universitaire. La troupe avait recueilli tour à tour les acclamations et les huées des étudiants africains qui formaient une bonne moitié de l'auditoire.

Liberté proposait à tous les hommes, de tous les continents, la libération des forces qui sont sources d'oppression: la haine, la soif du pouvoir, la cupidité. Etait-ce là ce que

l'Afrique allait proposer aux autres civilisations qui, en dépit de leurs richesses et de leurs idées sophistiquées, n'avaient pas réussi à rassembler une humanité déchirée?

On réclamait *Liberté* en Afrique. On la réclamait en Amérique. Il devenait impossible pour les acteurs qui s'étaient libérés pour un temps d'obligations dans leurs pays respectifs, de répondre à toutes les demandes. Il fut décidé d'en faire un film.

Cinq mille Africains, c'est le peuple yoruba qui s'est rassemblé sous l'impulsion de ses chefs traditionnels pour donner le coup d'envoi aux prises de vue. Puis, les Haussas, les Ibos ont offert le décor pour filmer les luttes intestines du pays de Bokondo qui aspire à l'indépendance.

Dans tous les continents, le film fit connaître l'Afrique telle qu'elle se présentait dans cette période de pré-indépendance. Il fut montré au président de la Commission des Affaires étrangères du Sénat américain aussi bien qu'aux députés de l'Uttar Pradesh en Inde. Aux Philippines qu'en Nouvelle Zélande, en Irlande du Nord qu'au Sri Lanka. Lors de sa première mondiale à Hollywood, véritable consécration d'excellence, un représentant de l'Irak aux Nations-Unies apporta le salut des membres de l'Organisation. Mais ce fut en Afrique que l'impact fut le plus grand. A commencer par l'Afrique du Sud, où le film fut projeté dans les universités, noires et blanches. Plusieurs des dirigeants de l'époque le considérèrent comme l'expression de leurs aspirations les plus profondes. Nnamdi Azikiwe le montra à Nkrumah lors d'une visite de celui-ci au Nigeria oriental. Le film fut doublé en quinze langues dont le swahili et le haoussa, et en lingala grâce au service d'éducation de l'Armée nationale congolaise commandée alors par le général Mobutu. Récemment, à Dakar, un notable musulman me racontait qu'un quart de siècle plus tôt, il avait été sollicité par un camarade étudiant pour tenir un rôle dans la version arabe.

Tout ceci ne donne qu'une petite idée du rayonnement et de l'envergure de cette œuvre que la *Tribune de Genève* a comparée à «celles qui, dans l'histoire, annoncèrent les grands bouleversements humains».

Quelle en est la philosophie?

Sur la scène politique du royaume imaginaire de Bokondo, l'histoire est essentiellement déterminée par le comportement moral de ses protagonistes. On y voit les petits chefs qui s'épient, se jalourent, attendant l'occasion de se faire des crocs-en-jambe. Au-dessus de cette jungle humaine, un roi, encore incontesté, habile manœuvrier entre la puissance colonisatrice et les aspirations grandissantes de ses sujets, incarne la tradition du chef qui est respecté à cause de sa sagesse et de son intégrité. A Bokondo, tout dépend de la qualité des hommes et ceci est en opposition avec le déterminisme historique et la dialectique marxiste. Cette vision simple, voire simpliste, est celle des contes qui présentent la vie comme un combat entre les forces du bien et celles du mal. *Liberté* touche donc les hommes au niveau de leur conscience et les invite à participer à un redressement qui commencerait en eux-mêmes. Le front du combat ne se place pas entre les partis, entre les races, ni entre les peuples ou les tribus, il passe dans le cœur de chaque individu qui doit assumer ses responsabilités et ses choix. Dans *Liberté* personne n'est jugé, personne n'est exclu, sauf le vilain qui ne fait qu'exploiter les faiblesses des autres à des fins perverses. Il en ressort que l'individu le plus retors peut être touché et peut décider de changer d'attitude pour autant qu'il ait en lui une étincelle de sincérité.

Sans en faire état explicitement, le film exprime en fait une conception évangélique du monde et des relations entre les individus. La force de l'esprit y est partout présente, mais elle s'insère aussi bien dans la tradition animiste africaine que dans le christianisme et l'islam. Ce message universel

provenait de pays en pleine mutation, situés à la frontière de la pénétration de l'islam et du christianisme, à un moment où l'aspiration naturelle de leurs populations vers la divinité pouvait facilement dégénérer en affrontements intégristes. «Un âge nouveau s'annonce, basé sur les desseins de Dieu.» A la fin du film, le roi de Bokondo annonce ainsi d'où viendra la force de rassemblement. «Dieu n'a pas voulu un monde divisé. Mais la division est entrée dans notre vie familiale et dans notre vie nationale quand nous avons cessé de l'écouter. L'oisillon qui ne s'éloigne jamais de sa mère a toujours à manger... Un âge nouveau s'annonce: on trouvera du travail pour tous les bras, du pain pour toutes les bouches et pour les cœurs vides un idéal qui les satisfera vraiment.»

On verra dans les chapitres qui suivent le rôle que le film a joué dans l'histoire du Zaïre.



Nnamdi Azikiwe reçoit Kwame Nkrumah à Enugu.

Baluba et Lulua

Au Zaïre, la date de l'indépendance, fixée au 30 juin 1960, approche à grands pas. Il faut faire vite si l'on veut pacifier le Kasaï avant cette date. Les incidents se sont en effet multipliés depuis quelques semaines, chaque ethnie rejetant sur l'autre la responsabilité du déclenchement du conflit. Les populations se déplacent et les réfugiés se comptent par dizaines de milliers. Les tentatives de pacification de l'administration ont échoué, y compris la convention du lac Munkamba, signée en janvier avec des chefs traditionnels des deux ethnies, que les leaders politiques se sont empressés de récuser. A l'issue de la Table ronde cependant, comme l'annonce le 28 février 1960 le quotidien bruxellois *Le Soir*, une nouvelle convention lulua-baluba est conclue à Bruxelles en présence du ministre du Congo De Schryver et du gouverneur général Cornélis. Albert Kalonji et François Lwakabwanga sont parmi les signataires. Elle prévoit entre autres que «tout Congolais, quelque ethnie à laquelle il appartienne» peut s'installer dans les zones annexes de la capitale provinciale, ce qui revient à autoriser les Baluba à demeurer dans des zones lulua. C'est là une brèche dans la politique de séparation entérinée précédemment par les chefs coutumiers qui avait conduit à des déplacements forcés de populations. Au

pays, les chefs lulua rejettent la convention de Bruxelles, mais, au retour de leurs délégués à la Table ronde, ils se laissent convaincre. Un communiqué, issu par le comité des Lulua Frères, organe politique de la tribu constitué par les notables et intellectuels lulua, donne son appui à cet accord. On y lit cette phrase significative: «Il est grand temps que nous puissions abandonner nos ressentiments et envisager l'avenir avec confiance.»

L'esprit du film *Liberté* avait joué son rôle. Lwakabwanga s'était rendu à deux reprises à Caux, une première fois en compagnie de représentants baluba, la seconde pour y accompagner le grand chef Kalamba des Lulua. C'est lors de ces visites qu'il fut décidé d'envoyer une équipe internationale au Congo pour y projeter le film. Mais où allait-on trouver l'argent nécessaire? Une collecte fut faite à Caux même. Elle incita le Dr William Close, un chirurgien américain qui a par la suite consacré plusieurs années au service du Congo, à offrir l'argent qu'il avait retiré de la vente d'une maison aux Etats-Unis.

L'équipe fut constituée. Elle comprenait, outre le Dr Close lui-même, deux des acteurs de *Liberté*, Ifoghale Amata du Nigeria et Manasseh Mœrane d'Afrique du Sud, deux Kenyans qui avaient participé à la révolte mau mau, Nahashon Ngare et Lennart Kibuthu, un colon blanc du Kenya Wilfred Hopcraft, un boer sud-africain Bremer Hofmeyr, deux Suisses Eric Junod et moi-même, enfin trois jeunes Américains, Steve, Paul et Ralph Colwell, trois frères dont les chants – qu'ils composaient aussi bien en français que dans les langues locales – allaient bientôt être fredonnés par tous les Congolais. Plus tard nous ont rejoints la femme de Bremer Hofmeyr, Agnès, et Irène Laure qui avait joué un rôle éminent dans la réconciliation franco-allemande.

François Lwakabwanga et un jeune Muluba, Pierre Mbale, partirent en éclaireurs et m'invitèrent à les accompagner.

Nous avons atterri à Léopoldville le 1^{er} mai 1960, suivis par le Dr Close deux jours plus tard. Après quelques visites, notamment au gouverneur général Cornélis pour lui signaler notre présence, nous sommes partis pour Luluabourg où le reste de l'équipe nous rejoignit.

Quels ont été les faits marquants de ce passage au Kasai? Je retrouve quelques notes de l'époque. Dix jours après notre arrivée, le groupe international se rend en pays lulu à l'invitation du grand chef Kalamba, récemment rentré d'Europe. A Demba, où le chef a sa résidence, le film *Liberté* est présenté à ciel ouvert devant des centaines de personnes. Quelques jours plus tard, c'est à Tshikaji, en plein territoire muluba que le film est projeté. Puis, à Luluabourg, Lulu et Baluba remplissent tous les recoins de la salle du cinéma pour assister à une projection organisée par le maire. Pour parer à toute éventualité, il a fait venir la police. Elle n'a pas à intervenir. Au contraire, à la fin de la projection, sous le coup de la réconciliation entre adversaires politiques au Bokondo, un notable se lève et va ostensiblement serrer la main d'un dirigeant de l'autre ethnie. Ce genre d'événement peut sembler anodin, mais dans une population excitée, où des jeunes garçons à partir de dix ans sont prêts à toutes les exactions, le vent tourne. On se responsabilise.

L'événement le plus étonnant est celui qui nous est rapporté lors de notre visite au village du chef Kalamba. Après la projection du film, alors qu'à la lumière d'une bougie, nous dégustons une chèvre préparée à notre intention par les femmes du village, François Lwakabwanga raconte ce qui s'est passé ce même après-midi. Un camion transportant 43 Baluba est tombé en panne à l'entrée du village. Au Congo, les camions tombent souvent en panne. Ainsi, un mois auparavant, sur la route de Mabamba, un camion chargé de Lulu avait été attaqué par les habitants baluba. Les villageois de Demba vont-ils prendre leur revanche? L'équipe de *Liberté*

doit venir le soir même. Le grand chef a vu le film en Europe. Il donne l'ordre qu'on aide les Baluba à réparer leur camion et qu'on les remette en chemin. François s'est contenté de dresser très officiellement une liste des occupants du camion. Il nous la montre dans la pénombre avec le sentiment que ces gens ont eu beaucoup de chance d'avoir la vie sauve.

De retour à Luluabourg, interrogés par la radio, nous racontons ce qui s'est passé. Le jeune reporter belge hésite à faire passer notre histoire sur les ondes. Il ne veut pas nous croire. Dans le climat actuel de la province, un tel incident lui semble impossible. Ce n'est qu'après avoir reçu confirmation de l'administrateur colonial, en fonction encore pour quelques semaines, qu'il diffusera la nouvelle, qui paraîtra également dans le journal local.

Tout ceci ne met pas fin aux troubles entre Baluba et Lulua. Les tensions entre eux et au sein même des ethnies se poursuivront pendant les mois qui suivent l'indépendance. Les populations se regroupent selon leur appartenance dans leurs territoires propres. François Lwakabwanga deviendra plus tard gouverneur du Nord-Kasaï qui regroupera l'ethnie lulua. Quant à Albert Kalonji, il se fait proclamer Mulopwe, c'est à dire empereur du Sud-Kasaï au lendemain de l'indépendance. Expérience désastreuse qui se termine pratiquement en guerre civile avec ses compatriotes qui contestent son autorité.

Cela enlève-t-il du crédit à l'action du film *Liberté* et à l'équipe internationale qui l'accompagnait? Oui et non. Il y avait certainement en nous une dose de naïveté si nous imaginions que des problèmes profonds, je pourrais même dire ancestraux, allaient en quelque sorte se volatiliser. En même temps, il semble indéniable que les relations entre les deux ethnies ont été profondément influencées par le message de réconciliation du film. Plusieurs ressortissants de l'une et de l'autre rencontrés par la suite ont attesté ce fait. En août

1961, quand les choses ont commencé à se calmer, Albert Kalonji et le grand chef Kalamba ont voulu montrer que la page était tournée par une grande manifestation de réconciliation qui s'est tenue à Kinshasa, en présence du chef de l'Etat, M. Kasa-Vubu. Le film *Liberté* fut présenté à la foule des deux ethnies rassemblées à cette occasion, soit quelque cinq mille personnes. Au Kasai, comme me l'a confirmé Lwakabwanga, la réconciliation avait été longuement préparée des deux côtés et elle fut marquée, selon les rites traditionnels, par le sacrifice de chèvres et de poulets, l'enterrement de chats vivants et autres cérémonies.

Voilà pour les manifestations officielles. Il en est d'autres qui se sont passées dans le secret des cœurs et qui ne sont pas moins convaincantes. Fin juillet 1960, Albert Kalonji avait convoqué ses supporters dans le fief de son parti à Kinshasa. C'était une cour intérieure, entourée de murs de briques, à laquelle on accédait de chaque côté par une porte exigüe. Le film devait être projeté et François Lwakabwanga fut invité à prendre la parole. J'ai été témoin du combat intérieur que cette invitation a suscité en lui. Il suffirait du plus petit incident, de la plus petite manifestation d'hostilité d'un seul des participants, pour qu'il ne sorte pas vivant de cette souricière. D'autre part, s'il refusait d'y aller, ne reniait-il pas tous les efforts entrepris depuis la décision prise à Oxford avec Kalonji de réconcilier leurs deux peuples? Fallait-il prendre le risque? Lwakabwanga hésita toute la journée. Puis il décida de s'en remettre à Dieu et de s'y rendre. Il parla à la fin du film et fut applaudi. J'ai senti alors qu'il m'avait été donné de vivre un des grands moments de ma vie.

Quelle leçon tirer de ces événements? Il y en a une qui touche au domaine de la réflexion politique, me semble-t-il. La conviction qu'il est possible de vivre ensemble est née d'abord chez un petit nombre de personnes et elle s'est peu

à peu imposée aux populations concernées. Pour l'administration coloniale, la seule politique envisageable avait été celle de la séparation. Mais dans la vie des peuples, comme dans celle des familles, la séparation implique toujours des souffrances. Si, dans le cas de conflits exacerbés, il peut être nécessaire de séparer les belligérants, entériner une séparation est toujours un pis-aller qu'il faudra régler un jour.



Août 1961. Réconciliation officielle des tribus lulua et baluba à Kinshasa. De gauche à droite, le président de la République Joseph Kasa-Vubu, le chef des Baluba Albert Kalonji et le Grand Chef Kalamba des Lulua.

Lutte d'influences

Patrice Lumumba a dit quelque part que les Zaïrois étaient comme les Belges, tandis que les citoyens des anciennes colonies françaises ressemblaient aux Français et ceux des territoires anglophones avaient une touche typiquement britannique. Il n'aurait pas pu mieux dire. A plusieurs titres, les Zaïrois ressemblent aux Belges et les semaines précédant l'indépendance allaient en donner une démonstration éclatante. L'année précédente, les émeutes du 4 janvier 1959 avaient ébranlé toute l'assise belge au Congo et avaient conduit à la promesse d'indépendance. On avait ensuite assisté à une grande tergiversation au sein des autorités belges, aussi bien à Bruxelles qu'à Léopoldville. En lisant les comptes rendus de cette époque, notamment ceux qui sont relatés avec force détails dans les Dossiers du Centre de Recherche et d'Information Socio-Politiques de Bruxelles, on a le sentiment d'assister à une grande palabre qui est centrée sur le remplacement ou non du Gouverneur général au Congo, M. Cornélijs, et sur celui du ministre du Congo et du Ruanda Urundi, M. Hemelrijk. Ce dernier fut effectivement remplacé, mais M. Cornélijs auquel on ne réussit pas à trouver un successeur était toujours en place à mon arrivée au Congo au début mai 1960 et il nous reçut avec beaucoup d'amabilité. Mais n'entrons pas dans le détail de ces méandres politiques.

Pour l'observateur extérieur, la grande palabre qui précéda la formation du premier gouvernement congolais et l'élection du président de la République étaient du même type.

Officiellement, un clivage avait divisé les dirigeants congolais, dès l'apparition des partis politiques, sur la notion du fédéralisme, soutenue par les leaders tels M. Kasa-Vubu dont l'autorité politique émanait d'une région délimitée, et celle d'un Etat unitaire que soutenait notamment Patrice Lumumba. Là encore, le clivage était calqué sur celui qui n'avait cessé de diviser les Belges par-delà la querelle linguistique.

Avec le recul, il semble qu'on a été bien naïf de croire qu'on pourrait, grâce au système démocratique occidental, régler l'avenir de ce vaste territoire, mais l'espérance était de mise, envers et contre tout, et mieux valait y croire contre toute logique plutôt que se laisser aller au désespoir. Notre équipe jouait pleinement ce jeu de l'optimisme à tous crins. Quoi qu'il en soit, les événements ne pouvaient revenir en arrière, les dés étaient jetés, le processus irréversible. C'est ainsi que nous invitons les dirigeants et la population du pays à des projections du film que nous présentions comme «une contribution à la réussite du Congo indépendant».

Les institutions se mettaient donc en place avec des luttes d'influence qui dépassaient de loin les rapports belgo-congolais. Cet immense pays, avec ses ressources minières fabuleuses, était devenu un enjeu international et toutes les puissances s'en disputaient le contrôle comme des vautours autour d'une carcasse. A Moscou, on était dans l'ère Khrouchtchev, le dernier des grands dirigeants communistes à croire encore à la domination mondiale par la voie idéologique. Il envoyait des messages paternalistes au Congo et il avait ses émissaires sur place. L'équipe de football d'URSS vint même peu après l'indépendance se mesurer à celle du Congo dans le grand stade de Léo et elle s'arrangea, dans l'esprit de la fraternité des peuples, à terminer la partie par

un match nul! La machinerie du KGB avait mis son dévolu sur certains dirigeants congolais, notamment sur Gizenga qui se trouvait en formation à Moscou lors de la Table ronde. Il se distingua plus tard comme chef du gouvernement rebelle de Stanleyville, provoquant beaucoup plus de victimes congolaises et européennes que tous les autres épisodes de cette période troublée de l'histoire du Zaïre. Gizenga était secondé et inspiré par une femme guinéenne, Mme Blouin, que certains ont considérée comme une agente directe de Moscou. Les Américains aussi étaient présents et le chef de la CIA au Congo était un homme du nom de Ted Devlin qui tenta d'exercer son influence jusqu'au sein même de notre équipe. L'Union minière qui possédait les mines de cuivre du Haut-Katanga avait elle aussi des intérêts évidents. Dans la débâcle congolaise, il fallait tenter de les préserver par tous les moyens et les tentatives du Katanga de se séparer du reste du pays n'étaient pas étrangères à l'idée de «sauver ce qui pouvait l'être». Quelques mois plus tard, au moment où tout semblait aller à vau-l'eau, même au Katanga, nous avons eu la visite à Caux d'un des directeurs généraux de l'Union minière. Il me proposa de nous envoyer une somme d'argent pour poursuivre notre action au Congo. La somme était importante pour nous. Elle était ridicule pour les donateurs qui ne nous demandaient aucun compte. Aurais-je dû la refuser? Elle nous a permis de poursuivre notre action pendant les deux ans qui ont suivi en finançant des voyages et l'entretien d'une petite équipe sur place. A part l'argent, ce qu'il faut surtout relever, c'est que parmi toutes les composantes de l'imbroglio congolais, on semblait comprendre peu à peu qu'aucune solution politique ne serait possible sans un minimum de compréhension sincère entre les protagonistes. Nous ne sollicitons pas d'appui officiel car il s'agissait essentiellement de toucher des individus, tant il est vrai que ce sont les hommes qui font l'histoire. Mais les coups de

pouce ne manquaient pas dans les milieux officiels et c'est ainsi qu'au début de juin 60, c'est avec un DC3 de l'armée belge qu'une partie de notre équipe fit une tournée des cinq capitales de province pour y présenter le film *Liberté* aux autorités congolaises nouvellement élues, aux gouverneurs belges ainsi qu'aux autorités religieuses. Nous avons ainsi visité, selon l'appellation de l'époque, Coquilhatville dans l'Equateur, Stanleyville dans la Province orientale, Bukavu au Kivu, Elisabethville au Katanga et, pour la deuxième fois, Lulua-bourg au Kasai.

Qui a permis cet appui logistique de l'armée coloniale? Le 6 mai, M. Ganshof van der Meersch est arrivé à Léopoldville comme ministre des Affaires générales en Afrique. C'est lui qui, dorénavant, sera le premier représentant du gouvernement belge au Congo. Il connaît le travail du Réarmement moral et sa femme est en contact avec l'équipe de *Liberté*. Elle jouera, dans les coulisses, un rôle important pour favoriser les contacts et les rapprochements. La compréhension authentique ne va en effet jamais de soi. Elle a son prix. François Lwakabwanga se souvient: «Chaque matin, on se retrouvait avant ou après le petit déjeuner afin de récolter les idées pour la journée. Ce jour-là, j'avais noté que je devais présenter des excuses au gouverneur général car, lors de la rencontre de Bruxelles, je l'avais traité de tous les noms devant les autres participants. Il était devenu tout rouge mais n'avait rien répliqué. Je lui avais parlé sans respect. Tous les amis ont trouvé que c'était là une bonne idée et un bon programme pour la journée. Nous avons téléphoné et M. Cornélis a accordé l'audience. D'emblée, je lui ai demandé pardon. Il fut fortement étonné et voulut savoir ce qui m'avait fait changer en si peu de temps. Le même soir, nous l'avons invité à voir *Liberté* et il est venu avec son fils. Le lendemain, il nous a invités chez lui...»

Il était prévisible que la formation du premier gouvernement du Congo indépendant et l'élection du Chef de l'Etat

selon la loi fondamentale arrêtée lors de la Table ronde allaient provoquer de nombreux marchandages, d'interminables palabres suivies de ralliements et de reniements spectaculaires. Ainsi, ce n'est qu'après plusieurs tentatives, à une semaine de la proclamation de l'indépendance, que Patrice Lumumba put présenter un gouvernement à la Chambre. Le jour précédent, nous mangions dans un restaurant en ville, quand François Lwakabwanga nous amena Moïse Tshombé. Il était manifestement satisfait et arborait le large sourire qui était propre à sa personne. Il avait obtenu, disait-il, ce qu'il avait voulu, à savoir que le ministère de la Défense soit géré conjointement par les membres du gouvernement mais que le secrétariat en soit confié à un membre de son parti, la Conakat. De plus, le ministère de l'Intérieur avait été attribué à l'Abako de Kasa-Vubu qui partageait les idées fédéralistes katangaises. Tshombé pouvait donc retourner à Elisabethville confiant en la viabilité d'un Congo uni.

Le lendemain, la liste des ministres présentée par Lumumba ne correspondait pas aux promesses faites. Le premier ministre s'attribuait à lui-même le ministère de la Défense, ce qui ne manquait pas d'inquiéter ceux qui se méfiaient de lui. Tshombé s'empressa de proclamer depuis sa capitale que le gouvernement se trouvait «aux mains d'extrémistes» qui cherchaient à «imposer une structure unitaire dont nous ne voulons à aucun prix».

Il y avait d'autres déçus. Albert Kalonji, chef des Baluba du Kasaï, se retrouva sans portefeuille et ses supporters organisèrent une manifestation en ville. Cependant, sur le moment, la question qui faillit mettre le feu aux poudres fut celle de l'élection du Chef de l'Etat qui intervint quarante-huit heures plus tard. Deux candidats étaient en présence: Joseph Kasa-Vubu et Jean Bolikango, auquel Lumumba avait d'abord assuré son soutien pour le lui retirer le lendemain. Kasa-Vubu fut élu au premier tour par une confortable

majorité et cette solution parut sur le moment la plus sage, étant donné les forces politiques en présence. Officiellement, du côté belge, on se montrait satisfait. Le ministre du Congo, M. De Schryver, se félicitait que «la politique hardie de régime d'indépendance menée par la Belgique» fût marquée par «un bon commencement».

Le *Courrier africain du Centre de Recherche et d'Information Socio-Politiques* de Bruxelles notait le 1er juillet 1960: «Le Congo s'est donné, en MM. Lumumba et Kasa-Vubu, deux chefs à pouvoir réel, confrontés à la nécessité actuelle de s'entendre ou tout au moins de coexister.» On soulignait donc que tout allait dépendre de la relation entre ces deux hommes. Malheureusement, les événements des mois suivants allaient montrer que la coexistence entre eux se ferait pour le pire. A vrai dire, il aurait fallu des hommes non seulement libres de leurs ambitions personnelles, mais animés d'une intégrité à toute épreuve pour être immunisés aux pressions contradictoires qui s'exerçaient sur eux, du dedans et du dehors.

De notre côté, nous gardions la flamme de l'espoir tout en faisant ce que nous pouvions pour maintenir le contact avec ceux dont les décisions infléchiraient dorénavant l'avenir. Des extraits de lettres à ma femme permettent de saisir sur le vif à quoi nous utilisions notre temps.

Léopoldville, le 26 juin 1960

Je t'écris alors que *Liberté* est en train d'être projeté. Au premier rang: Patrice Lumumba, le premier ministre, Antoine Gizenga, vice-premier ministre, Ganshof van der Meersch, ministre belge des Affaires générales en Afrique, Auguste De Schryver, Ministre du Congo, ainsi que quatorze membres du nouveau gouvernement et une bonne bande de députés et de sénateurs. Devant le bâtiment, la lignée des voi-

tures flambant neuves des ministres, toutes des Ford-Galaxie arborant à l'avant le nouveau drapeau du Congo: grande étoile jaune sur fond bleu foncé et six petites étoiles le long de la hampe représentant les six provinces. A l'intérieur, au fond de la salle, on distingue un groupe de jeunes gens habillés tout en blanc. Ce sont les chauffeurs de ces messieurs que nous avons priés d'entrer pour assister eux aussi au spectacle.

Tout cela est le fruit d'une pensée que Mme Ganshof van der Meersch a eue hier matin dans un moment de recueillement. Tout est allé très vite. Elle a fait inviter l'un des nôtres au déjeuner que les deux ministres belges offraient le même jour, donc hier, en l'honneur du nouveau président de la République, M. Kasa-Vubu, du premier ministre et des membres de son gouvernement. Mme Ganshof espérait que notre camarade proposerait à Lumumba la projection du film, mais elle se trouva placée à côté de celui-ci et dut elle-même lui faire part de son idée. Lumumba accepta sur le champ et fixa l'heure que nous sommes en train de vivre en ce moment. Irène Laure a prononcé quelques mots d'introduction.

Le gouvernement Lumumba a finalement été formé en «union nationale», avec l'accord des principaux partis. Cependant, il semble que Lumumba n'ait pas tenu toutes ses promesses. Ainsi, il a gardé pour lui-même le ministère de la Défense, pour des raisons qu'on peut deviner. Il a aussi placé certains de ses propres hommes du M.N.C. à la tête de ministères promis à d'autres. Jean Bolikango, un leader modéré et l'un des plus anciens, après son élection manquée à la Présidence de la République, aurait dû, paraît-il, être choisi comme vice-premier ministre à la place de Gizenga, chef du P.S.A. Celui-ci vient de faire un voyage à Moscou et il est sous la pantoufle de cette femme communiste de Guinée dont je t'ai parlé dans ma précédente lettre (Mme Blouin).

La nuit dernière, des membres de la tribu de Bolikango, les Bangala de l'Equateur, ont attaqué des membres de l'Abako,

le parti du président élu, Joseph Kasa-Vubu: trois morts, des nez coupés, des entrailles perforées à coups de machettes. Ce matin, apprenant ce qui s'était passé, Ifoghale et Manasseh, les deux protagonistes du film *Liberté*, ont cherché Bolikango et ils l'ont trouvé au moment où il était sur le point de mettre le feu aux poudres. C'eût été un carnage dans la ville indigène et les cases en feu. Bolikango était entouré de quelques-uns de ses compagnons les plus durs mais Ifoghale et Manasseh, après une bonne heure de discussion, ont réussi à les faire revenir au bon sens.

Vendredi 1er juillet

Nous venons de passer une heure extraordinaire avec Jean Bolikango qui est venu déjeuner dans notre appartement. Il a répété à plusieurs reprises que la venue de Ifoghale, de Manasseh et de deux autres de nos camarades chez lui l'autre jour avait été providentielle. Il a dit: «J'étais dans la confusion complète, prêt à tout, penchant du mauvais côté. Vous ne vous rendez pas compte ce que vous avez fait en venant me voir à ce moment précis. Je ne sais pas ce qui vous a conduits mais cela a certainement évité une effusion de sang. Mon pays et moi vous en serons toujours reconnaissants.»

Les notes de Lucie Perrenoud, une femme suisse qui accompagnait Irène Laure et qui participait également au repas avec Jean Bolikango confirment cela. Voici ce qu'elle a noté le 1er juillet dans son journal: *Bolikango arrive pour le lunch avec un ami – tard, mais nous préparons le poisson... Il écoute et parle. Manasseh et nos deux anciens mau-mau du Kenya, Lennart et Nahashon, prennent part à la conversation. Bolikango dit: «Après ma défaite (sa non-élection à la présidence), j'étais peu clair, versatile, influençable et prêt à tout, y compris à me retirer dans ma province avec ma tribu après avoir brûlé les cases de Léo. J'étais entouré d'hommes*

qui voulaient la bagarre. Je ne savais que faire. Vous êtes venus. Votre visite et vos paroles m'ont fait éviter une effusion de sang. Je ne sais pas ce qui vous a poussés à venir. Après votre visite, j'ai eu de nouveau la conscience en place et maintenant je ne pense plus à ma défaite. Vous ne vous rendez pas compte: j'allais prendre une décision du mauvais côté. Vous êtes venus m'aider. J'ai profité pour dire à mes hommes des choses que je n'aurais pas eu le courage de leur dire si j'avais été seul. Ce que vous avez fait n'est pas seulement important pour moi, mais pour mon pays.»

Suite de la lettre à ma femme:

Avant-hier soir, c'est Albert Kalonji qui est venu pour dîner. Irène a complètement gagné son cœur avec ses histoires de grand-mère. Kalonji a, lui aussi, été écarté du gouvernement. Ses gens ont manifesté devant le Palais de la Nation pour protester. Plusieurs centaines de personnes arboraient des pancartes. «Pas de gouvernement sans Kalonji – Diviser le Kasai». Heureusement aucun incident. Il faut espérer que Kalonji, qui est très amer, fera la même expérience que Bolikango qui, lui, nous a dit: «J'ai le cœur entièrement en paix.»

Hier après-midi, après le repas avec Bolikango, nous sommes tous allés à un match de football «officiel» où s'affrontaient les deux meilleures équipes du Congo. Le stade était plein à craquer. Il y avait quatre-vingt mille personnes. Après le match, démonstration de danses des différentes tribus. Quel spectacle extraordinaire. Et quel tam-tam!

Le soir, nous étions tous au dîner officiel de l'Indépendance qui réunissait entre mille cinq cents et deux mille personnes. Irène Laure s'est trouvée assise à côté de M. Lübke, membre du gouvernement allemand (futur président de la République fédérale), alors que Bremer Hofmeyr (d'Afrique du Sud) était à côté de M. Hallstein, président du Marché Commun.



Fin juin 1960. Présentation du film *Liberté* pour le gouvernement Lumumba. On reconnaît de gauche à droite MM. Ganshof van der Meersch, Bomboko, De Schrijver, Lumumba, Gizenga.



A la sortie, Patrice Lumumba félicite un des acteurs.

30 juin 1960

Moutanda: Toutes nos épreuves nous furent infligées par l'opresseur.

Collard: Mais, Moutanda, mon pays a tiré votre peuple de l'esclavage, de la barbarie et de bien d'autres formes de déchéance.

Moutanda: Qui vous a demandé de sauver mon peuple de l'esclavage, de la barbarie et de bien d'autres formes de déchéance?

Collard: Je me demande où vous en seriez si mes aïeux n'avaient pas sacrifié leur vie pour les vôtres.

Moutanda: Je me demande, moi, où vous et votre pays vous en seriez si vous n'étiez pas venus prendre pour votre seul profit les biens que le Seigneur nous a donnés. Chaque fois que je pense au passé, ma rage monte, le feu de la vengeance me dévore et je jure que nous aurons notre revanche.

Ce court dialogue tiré de *Liberté* aide à comprendre pourquoi ce film a eu un tel impact au Congo et dans tous les pays d'Afrique où il a été projeté aux cours des années d'indépendance. Mais ici plus qu'ailleurs, il collait parfaitement aux caractères en présence et aux événements. En cette journée fatidique et tant attendue du 30 juin 1960, Collard personnifiait le roi des Belges, arrivé le jour précédent à

Léopoldville pour conférer officiellement l'indépendance à la colonie. Moutanda était manifestement Lumumba alors que le premier ministre à l'allure pondérée mais à la détermination nationaliste sans faille du Royaume imaginaire de Bokondo ne pouvait être que le nouveau président de la République, Joseph Kasa-Vubu.

A Léopoldville, en cette matinée étouffante du 30 juin, le climat était à l'attente. L'indépendance avait été chantée sur un air de tcha-tcha-tcha dans tous les bars de la ville. On allait faire la fête mais il régnait une sorte d'anxiété inavouée quant à la tournure qu'allaient prendre les événements. A l'entrée du Palais de la Nation, la foule se pressait pour entrevoir les notables et surtout le roi Baudoin, le Bwana Kitoko, dont la visite au Congo cinq ans plus tôt avait provoqué l'euphorie.

J'étais, moi aussi, parmi cette foule lorsque le souverain arriva au Palais à dix heures du matin. Mince comme je suis, je m'étais faufilé jusqu'à l'entrée, dans l'encoignure d'un pilier, et je me souviens avoir eu la pensée perverse qu'il ne serait vraiment pas difficile d'assassiner un chef d'Etat! A l'intérieur la cérémonie allait commencer, mais les ministres qui, quatre jours plus tôt, avaient assisté à la projection de *Liberté* ne se doutaient pas que le dialogue fictif du film allait se répéter presque mot pour mot dans la réalité.

Le roi: L'indépendance du Congo constitue l'aboutissement de l'œuvre conçue par le génie du roi Léopold II, entreprise par lui avec un courage tenace et continuée avec persévérance par la Belgique...

Lumumba (dont le discours n'était pas prévu par le protocole): Congolais, Congolaises... je vous demande de faire de ce 30 juin 1960 une date illustre que vous garderez ineffaçablement gravée dans vos cœurs, une date dont vous enseignerez avec fierté la signification à vos enfants, pour que ceux-ci à leur tour fassent connaître à leurs fils et à leurs

petits-fils l'histoire glorieuse de notre lutte pour la liberté... Cette lutte, qui fut de larmes, de feu et de sang, nous en sommes fiers jusqu'au plus profond de nous-mêmes car ce fut une lutte noble et juste, une lutte indispensable pour mettre fin à l'humiliant esclavage qui nous était imposé par la force.

Le roi: Pendant 80 ans, la Belgique a envoyé sur votre sol les meilleurs de ses fils, d'abord pour délivrer le bassin du Congo de l'odieux trafic esclavagiste qui décimait ses populations, ensuite pour rapprocher les unes des autres les ethnies qui, jadis ennemies, s'apprêtent à constituer ensemble le plus grand des Etats indépendants d'Afrique.

Lumumba: Nous avons connu les ironies, les insultes, les coups que nous devons subir matin, midi et soir, parce que nous étions des nègres. Qui oubliera qu'à un noir on disait *tu*, non certes comme à un ami, mais parce que le *vous* honorable était réservé aux seuls blancs?

Le roi: En ce moment historique, notre pensée à tous doit se tourner vers les pionniers de l'émancipation africaine et vers ceux qui, après eux, ont fait du Congo ce qu'il est aujourd'hui. Ils méritent à la fois notre admiration et votre reconnaissance, car ce sont eux qui, consacrant tous leurs efforts et même leur vie à un grand idéal, vous ont apporté la paix et ont enrichi votre patrimoine moral et matériel.

Lumumba: Nous avons connu les souffrances atroces des relégués pour opinions politiques ou croyances religieuses. Exilés dans leur propre patrie, leur sort était vraiment pire que la mort elle-même. Qui oubliera enfin les fusillades où périrent tant de nos frères, les cachots où furent brutalement jetés ceux qui ne voulaient plus se soumettre au régime d'une justice d'oppression et d'exploitation? (applaudissements).

Arrêtons là ce découpage impertinent de textes qui ont été dits d'un seul tenant l'un après l'autre. Mais il faut reconnaître qu'il est saisissant. Au delà de la bienséance officielle,

il révèle les véritables sentiments de deux communautés qui allaient bientôt s'affronter. Dès la fin de la matinée, la rumeur de l'esclandre circulait dans la capitale. Le roi allait-il repartir sans attendre les festivités? Certains de ses conseillers considéraient que l'affront subi était inacceptable. Cependant tout rentra dans l'ordre au déjeuner qui suivit la signature de l'acte de l'indépendance quand Lumumba répara la *gaffe* en proposant un toast presque cajoleur au roi des Belges, lui rendant «un hommage solennel, ainsi qu'au noble peuple qu'il représente pour l'action accomplie en trois quarts de siècle».

On a beaucoup épilogué sur cet incident. Lumumba avait créé la stupeur en prenant la parole de façon intempestive, mais elle lui fut bel et bien donnée par le président de la Chambre, M. Kasongo, qui présidait la cérémonie. Un texte du discours avait d'ailleurs été distribué aux journalistes, in extremis à vrai dire, dans la foulée des échanges de discours qui avaient eu lieu à l'avance entre Belges et Congolais, selon les règles de bienséance diplomatique. Mais la question essentielle demeure. Qui avait inspiré le discours de Lumumba? Et qui avait écrit le discours du roi? En ce premier jour de l'indépendance, les remous étaient provoqués par des courants souterrains dont l'origine se trouvait hors du Congo dans des centres de pouvoir ou dans quelque repaire révolutionnaire.

Quelques jours plus tard, le ministre belge des Affaires générales en Afrique, M. Ganshof van der Meersch, en déplacement à Usumbura, voulut minimiser l'affront subi par le roi et par la Belgique en le décrivant comme «la séquelle d'un complexe qui pouvait se libérer pour la première fois à égalité avec des interlocuteurs qui, jusque là, avaient été des maîtres». En fait, les événements de cette journée révélaient dans l'œuf ce que seraient les relations entre la Belgique et le Zaïre tout au long des trente années suivantes, une suc-

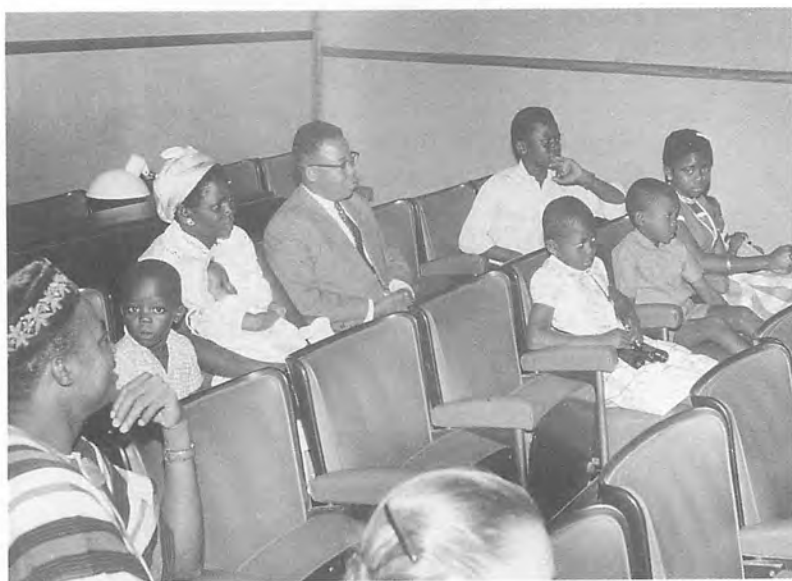
cession de coups de gueule et de réconciliations. Au moment où je rédige ces lignes, je lis dans mon quotidien que le ministre belge des Affaires étrangères Mark Eyskens et son homologue zaïrois Nguza Karl-I-Bond, viennent de signer à Rabat un texte mettant fin au différend qui opposait leurs pays depuis octobre dernier...

Au soir du 30 juin, notre groupe au complet se trouvait parmi les quelque deux mille invités au banquet de l'Indépendance. Au programme des festivités, les trois frères Colwell, qui chantèrent en s'accompagnant de la guitare, du banjo et de la contrebasse l'hymne au Congo qu'ils avaient composé pour l'occasion:

*Au cœur de l'Afrique
Pays magnifique
Produit des merveilles de Dieu.
Rivières magiques
Forêts des tropiques
Peuple à l'esprit généreux.*

*Kivu, Katanga, Kasai, Léo,
Equateur, Orientale, que vive le Congo.*

*Depuis que tu penses
A l'indépendance
Tous les yeux du monde sont sur toi.
Et telle une lumière
Eclairant la terre
O Congo tu rayonneras.*



Joseph Kasa-Vubu reçoit le groupe *Liberté* officiellement et... en famille.

La radio

L'euphorie allait être de courte durée. En très peu de jours, le Congo devint le centre de l'attention internationale, secouant les chancelleries, intensifiant l'affrontement est-ouest. Le 1^{er} juillet déjà, on signalait des bagarres tribales au Kasai et quelques affrontements à Léopoldville. Le 4, une grève avec des scènes de pillage dans la province de l'Équateur est matée par la Force publique: 16 morts, 30 blessés. Le même jour, les premiers signes de mécontentement se manifestent au camp militaire de Léo. Qui tient désormais les rênes du pays? Les nouveaux dirigeants congolais sont inexpérimentés et les Belges sont toujours là, selon les accords de coopération. Conscient de ses devoirs, le commandant de la Force publique, le général Janssens, rassemble les officiers et les soldats du camp Léopold: «Je ne vous ai jamais rien promis, leur dit-il, la Force publique continue comme avant» et il écrit au tableau noir: «Avant l'indépendance = après l'indépendance.» Du point de vue strictement militaire, l'équation est vraie, mais l'effet sur les hommes est déplorable. Le même jour, la mutinerie commence au camp militaire de Thysville, situé à mi-chemin entre Kinshasa et l'embouchure du fleuve. Elle va se répandre comme une traînée de poudre.

Au milieu de l'insécurité grandissante, le commando *Liberté*, fidèle à sa mission de réconciliation, fait ce qu'il peut tout en s'accrochant à ce principe: pas de panique. Le 3 juillet, Amata et Moerane sont chez le premier ministre Lumumba. Le 4, tout le groupe est reçu par le président Kasa-Vubu. Les deux hommes ne s'aiment pas et leur rivalité ne fera que s'exacerber par la suite. Le 6 juillet, le lendemain de l'incartade Janssens, Lumumba se rend tôt le matin au camp Léo. Il est lui aussi hué par les soldats. Les mutins se répandent dans la ville.

Nous avons la chance d'avoir à notre disposition un appartement situé au dernier étage d'un grand bâtiment moderne, en face de la poste principale. C'est du balcon que nous pouvons assister aux événements qui se précipitent. Nous voyons les mutins ivres et armés prendre le contrôle de la rue. La nuit du 7 au 8, la panique s'installe chez les Européens. Nous sommes réveillés à minuit par un coup de sonnette et suivons les directives qui demandent à tous les Européens de se rassembler dans un grand hôtel de la ville. La plus grande confusion y règne et les premiers signes d'un manque total de cohésion et d'autorité dans la communauté européenne apparaissent. Personne ne sait que faire et nous décidons ensemble que l'endroit le plus sûr est encore chez nous. Nous passons le reste de la nuit éveillés à attendre les événements.

Les jours suivants vont mettre à l'épreuve la cohésion de notre équipe. Tiendra-t-elle alors qu'un affrontement entre noirs et blancs s'intensifie autour de nous, provoqué en grande partie par la peur, chez les uns comme chez les autres? C'est la débandade générale parmi les Européens qui se précipitent à l'aéroport dans l'espoir de trouver une place dans un avion, ou au port pour essayer de passer à Brazzaville sur l'autre rive du fleuve. Certains n'hésitent pas à abandonner leur voiture, la clé sur le contact. Sans espoir de

retour? On annonce pourtant que les paras belges reviennent. Bientôt nous allons les voir de notre balcon d'observation défiler sur le grand boulevard avec leurs blindés. La manifestation vise apparemment à assurer la sécurité des Européens, mais elle provoque colère et panique chez les Congolais. Aux Nations Unies, c'est le tollé parmi les délégations du tiers monde, soutenues par les pays de l'Est. Les forces de l'ONU, recrutées en premier lieu parmi les pays africains, prendront la relève quelques jours plus tard. Pendant «l'occupation» belge, les Européens de notre groupe peuvent se déplacer en ville sans risque. Ce sont eux qui assurent le ravitaillement. Après l'arrivée des soldats ghanéens postés tous les cinquante mètres sur le boulevard, il est plus prudent de laisser nos deux anciens mau-mau aller au marché. L'équipe demeure unanime: nous restons. Il serait bien lâche de partir au moment où l'on pourrait peut-être faire œuvre utile. Lors du retour des soldats belges, nous avons vu de notre balcon deux hommes développer toute leur force de persuasion pour éviter le pire: l'évêque Malula et Justin Bomboko, un jeune leader politique dynamique, devenu plus tard le ministre zairois des Affaires étrangères. Deux hommes de courage qui n'hésitent pas à prendre des risques. Y aurait-il moyen de soutenir de tels hommes? Quelles que puissent être les déclarations qui se font sur la scène internationale, l'avenir se dessine avant tout sur place et dépendra des réactions de cette population nouvellement libre.

Les jours suivants, la situation semble se stabiliser. La Belgique ayant retiré ses troupes, le pays est dorénavant sous la protection des Nations Unies. On peut à nouveau circuler librement, du moins pendant la journée. C'est alors que nous rencontrons Anicet Kashamura, qui occupe le poste de ministre de l'Information dans le gouvernement Lumumba. Il nous dit: «Vous avez quelque chose à apporter au pays. Il faut qu'on vous donne un temps d'antenne.» La demande

est présentée comme ça, comme par hasard. Eh bien, oui. Nous acceptons. «Venez demain au studio. Cela commencera tout de suite.»

A cette époque, dans toute l'Afrique, la radio est le moyen de communication par excellence. Dans les villes et les villages congolais, des haut-parleurs diffusent les émissions à la population tout entière. On nous offre donc de parler quotidiennement à l'ensemble du peuple zaïrois, du moins à ceux qui comprennent le français. Qu'allons-nous dire? L'émission de quinze minutes est enregistrée l'après-midi et diffusée deux fois, le soir à 20 heures et le lendemain à 6 heures, au moment où toutes les activités commencent. Sous l'équateur, le jour se lève toute l'année sans aurore, la pleine lumière apparaissant en l'espace de quelques minutes. *Il existe une solution*, l'émission introduite le 13 juillet par le ministre Kashamura, aura des répercussions extraordinaires. Des milliers de lettres d'encouragement nous parviendront non seulement de toutes les parties du Congo, mais de pays aussi éloignés que la Guinée et le Niger. Sur place, l'impact est tel qu'elle devient l'enjeu d'un affrontement politique.

Les émissions furent tout d'abord composées du témoignage des membres de notre équipe. Ceux des Nigériens, des Kenyans et des Sud-Africains étaient particulièrement écoutés: «Il existe une solution. Elle surgit lorsque les hommes laissent de côté leurs haines et leurs ambitions personnelles et se mettent à l'écoute de la voix de Dieu qui parle en chacun. Nous avons essayé et cela marche. Dans nos pays, certains conflits ont été ainsi résolus lorsque des dirigeants se sont tournés vers cette solution-là.» Ce message simple touchait. Manifestement tout le monde écoutait et des gens nous arrêtaient dans la rue pour nous faire part de leurs commentaires.

Le treizième jour, l'émission parlait du Japon et l'on raconta l'histoire d'un ministre que sa maîtresse communiste

faisait chanter. Il s'agissait d'illustrer l'importance d'une vie moralement propre pour ceux qui prétendent gouverner un pays. Rassemblés pour écouter l'émission que nous avons enregistrée dans l'après-midi, quel ne fut pas notre étonnement d'entendre à l'heure dite une voix de femme qui annonça: «Ceci est le réarmement moral africain» et qui poursuivit par une diatribe anti-impérialiste entrecoupée de marches militaires.

L'idée du pan-africanisme était dans l'air. Elle avait ses théoriciens et ses adeptes politiques, tels le président du Ghana Kwame Nkrumah qui restait en contact épistolaire avec Patrice Lumumba depuis le voyage de celui-ci à Accra fin 1958. En parlant de «réarmement moral africain», la présentatrice de la radio voulait manifestement récupérer le succès de nos émissions tout en leur donnant une résonance xénophobe.

En soi, le pan-africanisme était une option politique tout aussi valable que, de nos jours, celle de l'intégration européenne. Le malheur, c'est qu'il y avait dans les coulisses une tentative délibérée de Moscou, par le truchement de l'appareil communiste international, de s'emparer de cette idée. L'objectif était une Afrique inféodée au communisme à la faveur du repli colonial occidental et de la vague des indépendances africaines. Dans ce contexte, l'histoire du ministre japonais et de sa maîtresse communiste avait eu l'effet d'un bâton dans la fourmilière.

Il y avait au Congo à l'époque une Guinéenne du nom de Andrée Blouin, que nous avons déjà mentionnée. Métisse de teint clair, très belle, elle en imposait à tous et elle était particulièrement intime, disait-on, avec le vice-premier ministre Antoine Gizenga, le leader congolais qui, au moment de la Table ronde à Bruxelles, faisait un stage à Moscou. Mme Blouin était devenue officiellement le chef du protocole du gouvernement et c'est sa voix qui retentit à la radio ce jour-là.

Nous connaissions Mme Blouin. Manifestement, elle observait très attentivement nos activités et, à la suite de son émission «pirate», on nous signifia que nous étions retirés de l'antenne par décision du gouvernement. Nous nous trouvions pris dans le conflit idéologique et dans la lutte d'influence entre grandes puissances au moment où le chef du Kremlin, Nikita Khrouchtchev, multipliait ses appels du pied aux dirigeants et au peuple congolais et où Patrice Lumumba utilisait la menace de faire appel aux Russes pour faire pression sur les Nations Unies. Des contacts furent pris avec plusieurs membres du gouvernement et c'est ainsi que l'on sut qu'il y avait au sein du cabinet un noyau dur, influencé par Mme Blouin et consorts, qui entendait faire la loi. Douze membres du gouvernement, réunis par leur collègue Delvaux, protestèrent avec véhémence contre une décision gouvernementale à laquelle ils n'avaient pris aucune part. Des articles parlant d'une «infiltration communiste à la radio» parurent dans les journaux. Rien n'y fit. Les émissions furent interrompues pendant toute la période très troublée que traversa le Congo dans les semaines qui suivirent. Elles reprirent cependant lorsque fut établi le Collège des commissaires en novembre 1960 et se poursuivirent jusqu'en août 1962. Mais la bataille idéologique autour de la radio ne cessa pas pour autant. Chacune des factions politiques aspirait à utiliser les ondes pour se faire entendre en dépit de la bonne garde des forces des Nations Unies qui entouraient les studios. Ainsi, un matin, Patrice Lumumba arriva avec un camion chargé de soldats et intima l'ordre à l'officier ghanéen de service de le laisser entrer. En fait, celui-ci avait eu la pensée prémonitoire en pleine nuit de faire creuser des tranchées par ses hommes pour le cas où une telle situation se présenterait. Ceci lui permit d'éviter un affrontement sanglant. Les troupes ghanéennes, dont nous avons eu l'occasion de faire connaissance, soldats et officiers, et dont nous

dépendions pour notre sécurité, nous ont paru particulièrement disciplinées. Et Mme Blouin? Elle fut renvoyée du Congo par le Collège des commissaires et fit peu après un séjour à Lausanne où elle eut des contacts avec certaines personnalités du canton de Vaud où se trouve notre centre international de Caux. Coïncidence? Je n'ai pas encore pu élucider la question.

Andrée Blouin faisait partie d'un réseau international. Nous aussi. J'ai déjà parlé des liens établis à Atlanta et de notre implication dans la situation raciale des Etats-Unis. Pendant ce mois de juillet 1960, arriva à Léo une des premières copies cinématographiques du spectacle *Le Couronnement de ma vie* qui avait eu un tel effet sur la vie d'Atlanta. Une projection publique fut immédiatement organisée dans un des cinémas de la ville. Le secrétaire général adjoint des Nations Unies, Ralph Bunche, qui était à l'époque le chef des opérations au Congo, assistait à cette projection. Il était alors le noir américain qui avait atteint le poste le plus élevé dans la vie internationale.

Mon séjour au Congo arrivait cependant à son terme. D'autres obligations m'attendaient en Europe où j'avais hâte de retrouver ma femme. De Paris, elle suivait les événements par la presse qui s'était emparée de la situation congolaise pour les gros titres de la une. Ils donnaient l'impression que tout croulait autour de nous et que Léo était à feu et à sang alors que la plupart de ceux qui étaient sur place vivaient dans une relative tranquillité. Cependant, le contrôle sur les individus se resserrait. Un jour, le couvre-feu était instauré de 18 h à 6 h. Puis on interdisait les rassemblements de plus de cinq personnes. Les PTT étaient en grève, sauf pour le service telex qui devenait notre seul moyen de communication avec l'extérieur.

Quelques-uns de mes camarades prolongèrent leur séjour de plusieurs semaines. D'autres vinrent les rejoindre. Deux

membres de notre équipe, le Dr Close et Eric Junod, consacrèrent plusieurs années de leur vie au Congo. Quant à moi, j'y revins en 1962 et je fis deux visites au Rwanda et au Burundi au moment où ces deux pays accédaient à leur indépendance. Ce n'est pas le lieu de faire état des conflits ethniques qui ont déchiré leurs populations à plusieurs reprises au cours des années qui ont précédé et suivi cette date. Mais là aussi, nous avons rencontré des hommes qui ont su se placer au-dessus des passions, en dépit des souffrances auxquelles aucun d'entre eux n'a échappé.

Réflexion

Le moment est venu d'une réflexion sur cette action au Zaïre. On a vu une équipe internationale, diverse par la nationalité, la race, la culture, l'âge, la religion même, agir dans une situation de crise. Pour faire quoi? D'autres se sont occupés du Zaïre à l'époque. Au moment où tout s'effondrait, les Nations Unies ont été appelées à la rescousse en dernier ressort pour maintenir l'ordre et essayer de trouver une issue aux conflits, notamment à celui provoqué par la sécession du Katanga. Il ne s'agit pas de mettre l'action de notre petite équipe sur le même pied que celle de l'ONU qui disposait de moyens infiniment plus grands et qui avait une légitimité, un mandat donné par la communauté internationale.

Nous n'étions que des privés, sans appui officiel, si ce n'est la bienveillance de très nombreux « officiels ». Venus sur place par invitation en vue d'une tâche bien précise: la pacification du Kasai. On a vu que cette mission a été dans une certaine mesure accomplie. Mais très vite, les sollicitations venant de plusieurs côtés, nous nous sommes sentis solidaires de la destinée du pays tout entier et nous avons voulu faire ce que nous pouvions pour que le processus de l'indépendance réussisse. Quand on se fixe un objectif précis comme celui-là, il est facile de tomber dans un excès d'optimisme, de réagir à

court terme aux événements. Ainsi, pour donner un exemple personnel, je me souviens de la peine profonde que j'ai ressentie lorsqu'en 1966, j'ai lu dans la presse le compte rendu de la pendaison des « conjurés de la Pentecôte », avec la description des spasmes qui secouent les suppliciés et de la panique qui s'empare de la foule. A ce moment-là, j'ai eu un sentiment d'échec, le nôtre et celui de ceux qui devaient conduire la destinée de cet immense pays. Le matin du lundi de Pentecôte, le président Mobutu avait annoncé à Radio Congo qu'un complot dirigé contre sa personne avait été découvert et que les responsables seraient traduits en justice pour haute trahison. Il s'agit du premier ministre Evariste Kimba, destitué quelques mois plus tôt lorsque le général Mobutu a pris le pouvoir, et de trois anciens ministres. En l'espace de trois jours, ces quatre hommes seront jugés publiquement par un tribunal d'exception et pendus en présence de deux cent mille personnes.

Nous n'étions pas venus au Congo comme des pompiers appelés pour éteindre un incendie. Par essence notre tâche se plaçait dans le long terme. Pour être efficace, elle devait perdurer, sinon de façon spectaculaire, du moins dans le comportement d'individus qui exerçaient une influence là où ils se trouvaient. Je l'ai dit: nous avons été invités. Par des hommes qui, dans une certaine mesure, étaient déjà eux-mêmes devenus les artisans d'un renouveau. Les Lulua et les Baluba qui nous ont fait venir au Kasai avaient compris que la réconciliation devait d'abord passer par eux-mêmes et que nous ne pouvions que les aider à la mettre en œuvre. Ce n'était donc pas nous qui pouvions faire le travail.

Peu après cette première campagne au Congo, une invitation très officielle est arrivée pour une action semblable au Rwanda et au Burundi, avant l'indépendance de ces deux pays. La lettre était signée par les deux Bami (le roi du Rwanda et le roi du Burundi, les deux pays étant alors des

monarchies), par le résident général et par le président de la Chambre belge des représentants. L'invitation a été honorée, mais peut-être pas comme les signataires de cette lettre l'envisageaient. Plusieurs mois plus tard en effet, un Tutsi, qui avait souffert dans sa chair des événements et du changement de régime dans son pays, voulut faire un geste de pardon auprès d'une personnalité qu'il tenait pour responsable des souffrances de son peuple. Quelques amis venus de l'extérieur à son instigation ont permis de donner à son geste une portée nationale. Cet homme a ainsi ouvert les portes du Rwanda et du Burundi pour une action au niveau des consciences, ce qui était le seul moyen de répondre efficacement à l'invitation officielle qui avait été faite.

Quelles ont été d'autre part les leçons de notre expérience de la naissance du Zaïre? Le premier point, c'est que notre équipe est restée unie au milieu d'une anarchie grandissante. Il est facile lorsqu'on est visiteur dans un pays où les contrastes sont exacerbés de prendre parti, in petto, pour un groupe contre un autre, pour un homme politique plutôt que pour un autre. En fait de s'immiscer dans les affaires du pays qui nous reçoit et de devenir complice des divisions locales. Ceci était particulièrement patent parmi nous au sujet du Katanga et de la situation qui s'est développée depuis l'annonce de la sécession qui eut lieu à peine une semaine après le 30 juin. Quelques-uns d'entre nous avons eu un contact chaleureux avec Tschombé. Nous nous imaginions qu'il était peut-être moins victime de pressions extérieures que d'autres que nous sentions manipulés par les forces communistes. Qu'en savions-nous? De tels sentiments sont souvent mensongers. D'une façon générale, nous avons maintenu le contact avec les leaders congolais toutes tendances confondues, avec les Belges de l'administration, des affaires et des missions, les représentants de l'ONU, civils et militaires, les diplomates.

Ce que nous avons constaté, c'est que les mobiles profonds des hommes se révèlent en situation d'anomie, lorsque toutes les normes habituelles s'effondrent. Il y a ceux qui paniquent, ceux qui profitent, ceux qui veulent prendre le pouvoir pour eux-mêmes, ou le garder à tout prix. Il y a ceux qui se saoulent à mort parce qu'ils se retrouvent seuls dans un appartement alors que leur famille a été évacuée. Il y a ceux qui essaient de sauver leurs affaires florissantes et ceux qui sont des mercenaires politiques dans le jeu d'influences que mènent les grandes puissances. Est-il concevable d'imaginer qu'il y ait eu aussi sur place un groupe de personnes réellement désintéressé? Qui ait eu à cœur le meilleur avenir pour les habitants de ce pays? L'absolu n'est pas de ce monde, mais l'intention y était. Et c'est pour cela que ce groupe avait l'oreille de tous. Ceux qui réagissaient avec une certaine grandeur n'étaient pas absents: «Ma femme aimait le Congo, nous confiait un industriel belge pendant ces jours d'insécurité. Elle est morte ici et je voudrais consacrer le reste de ma vie à ce pays. Tant que je pourrai tenir, aucun de mes employés ne sera congédié.»

Ce livre voulant rester un témoignage, je n'aborderai pas des sujets plus généraux tels que l'impréparation du Congo au moment de l'indépendance et la précipitation avec laquelle la transition s'est faite. Je ne ferai que quelques réflexions, liées à un événement dont j'ai été le témoin.

A peine quelques jours avant l'indépendance, je me suis rendu tôt le matin avec un collègue à l'aéroport distant d'une trentaine de kilomètres de Kinshasa. A mesure que nous en approchions, la foule sur les bas-côtés de la route se faisait plus dense. Foule en liesse qui courait, brandissant des palmes tout le long du chemin. Quel était donc le sujet de cette ferveur populaire? Au moment où nous pénétrions dans l'aérogare, un homme vêtu d'une robe rouge y était applaudi, chanté, fêté. Il s'agissait de la libération d'un des

compagnons de Simon Kimbangu, qui arrivait de sa prison au Katanga. Simon Kimbangu était un prophète du Bas Zaïre qui, inspiré par les missionnaires baptistes en particulier, avait prêché pendant quelques mois en soulevant les foules. Condamné à 120 coups de fouet et à la mort lors d'un procès à juge unique, sans témoins ni avocat, sa peine avait été commuée par le roi Albert en détention perpétuelle. Déporté au Katanga après avoir été fouetté comme prévu, il y est resté emprisonné de 1921 jusqu'à sa mort en 1951.

Kimbangu a posé un problème aux autorités coloniales et religieuses de l'époque. La manière dont son cas a été traité ne diffère pas de celle employée aujourd'hui encore par les dictatures et elle dément «la mission civilisatrice» que la Belgique se targait d'exercer au Congo. Car y a-t-il, du point de vue éthique, une raison d'Etat qui permette de faire entorse à la morale telle qu'elle est exigée des individus? Certes on a aujourd'hui une autre notion des droits de l'homme. N'empêche que l'histoire d'un peuple, ou d'une colonisation, est riche d'enseignements qu'il faut savoir tirer. Peut-être que Kimbangu excitait un certain nationalisme, mais il avait aussi des exigences morales vis-à-vis de son peuple. Ainsi, on peut le comparer dans un certain sens avec Gandhi, emprisonné par les Anglais, que Churchill qualifiait avec mépris de «fakir nu». Dans les deux cas, la puissance coloniale a voulu étouffer ce qui aurait pu, avec aide, compréhension et une vision à long terme, devenir l'amorce d'un authentique développement d'une population vers l'autonomie et la responsabilité. Au lieu de cela, on a hérité, quarante ans plus tard, de la revendication irresponsable de l'indépendance immédiate. Si celle-ci a été si chaotique, n'est-ce pas aussi parce que, par des actes de répression, on avait étouffé dans l'œuf tout signe d'authenticité dans le développement autochtone?

Quant aux autorités religieuses, en voulant garder l'élan religieux sous contrôle, ne commettaient-elles pas un crime

contre l'esprit? Dans un article paru en 1984, le bimensuel catholique publié à Paris *L'actualité religieuse dans le monde* a la simplicité d'admettre ce qui est sans doute vrai: «Sur-tout, le prophète Simon apporte aux Africains un message de salut et d'espoir. Il les éveille au sentiment de leur dignité d'homme noirs, égaux des Blancs aux yeux de Dieu. Ce message, les Belges du Congo en sentent d'emblée non pas la valeur humaine et spirituelle, mais la portée subversive. C'est pourquoi les colons et les missionnaires – aux premiers rangs desquels les catholiques – s'acharneront à faire condamner Kimbangu comme agitateur dangereux. La persécution qui commence alors constitue sans doute l'une des pages les plus honteuses de la mission européenne en Afrique.»

Même au moment de l'indépendance, voulait-on vraiment l'épanouissement d'une personnalité zaïroise? Envisageait-on un véritable partenariat ou le *pari congolais* visait-il en fait à prouver que la présence, donc le pouvoir belge, restait indispensable? C'est en tout cas ce que laisse entendre Jean Kestergat, correspondant de *La Libre Belgique*, dans son livre *Du Congo de Lumumba au Zaïre de Mobutu*. Après avoir souligné les difficultés des nouveaux dirigeants zaïrois à gouverner et la rivalité entre Lumumba et Kasa-Vubu, il écrit: «Pourtant tout cela, qui devrait inquiéter les Congolais, est aussi ce qui nourrit l'espoir des Belges... Fonctionnaires et officiers ont été transférés sous l'autorité d'un gouvernement sans expérience, en sorte que le vrai pouvoir, calculé à Bruxelles, restera pour l'essentiel entre les mains des anciens colonisateurs. Si sincères soient-ils en acceptant de servir les nouvelles autorités, ils comptent bien que celles-ci auront la sagesse de se contenter de l'ivresse d'une toute neuve considération, symbolisée par les luxueuses limousines Ford-Galaxie et par un train de vie qu'elles n'auraient jamais pu espérer avant l'indépendance.» N'y a-t-il pas là une des racines du *malaise zaïrois* que ressentent encore aujourd'hui de nombreux Belges et dont j'ai eu l'occasion, à

plusieurs reprises, de discuter avec des anciens du Congo et même avec des jeunes qui n'ont pas connu cette époque? Ils s'accordaient pour diagnostiquer une *maladie du Congo* qui traîne comme une mauvaise grippe.

Pour revenir à notre groupe, nous étions des hommes, sujets donc aux tentations propres à tous les humains. La peur. Je me rappelle que j'ai quitté le Congo vers la fin août 60 avec un certain soulagement. Les semaines passées dans un environnement qui devenait de plus en plus incontrôlable avaient développé en moi un sentiment diffus de peur inexprimée, qui s'était accumulée. Ce n'est pas mal d'avoir peur. Mais cela peut être dangereux de ne pas le reconnaître, car la peur vous fait prendre de mauvaises décisions. Parmi mes collègues, certains avaient plutôt tendance à paniquer devant des événements précis. J'étais fier de me sentir fort lorsque d'autres cédaient à la panique. J'ai dû reconnaître la peur lente et sournoise qui m'habitait, beaucoup plus pernicieuse que leurs réactions incontrôlées.

Le racisme. A part quelques extrémistes qui prônent ouvertement le racisme, chacun se plaît à le condamner et à jurer ses grands dieux qu'il n'est pas raciste. Et pourtant! Les sentiments de supériorité vis-à-vis de mes camarades blancs et de complaisance vis-à-vis de ceux qui sont noirs ne sont-ils pas des marques de racisme? La capacité de considérer tout homme pour ce qu'il est vraiment, sans égard pour ses origines, est un art qui s'apprend non sans peine. Deux ans après mon premier séjour, je suis retourné au Zaïre. Je me souviens qu'avant de partir, j'ai pensé que je devais y être un ambassadeur de Dieu, un homme parmi des hommes. Et il est vrai qu'au cours de ce second séjour, toute conscience de mon appartenance raciale avait disparu. Pourquoi soulever ces points somme toute très personnels? Qu'ont-ils à voir avec la situation dans laquelle nous nous trouvions et la mission que nous nous étions assignée? Le lien est patent: ce

sont les sentiments dans le cœur de millions d'individus qui provoquent les divisions et les guerres. Les guerres européennes qui ont embrasé le monde dans notre siècle ont été provoquées par la haine, la méfiance et les vieilles rancunes entre des peuples comme ceux de la France et de l'Allemagne. Mme Irène Laure qui était avec nous au Congo en savait quelque chose. Antagonismes et guerres tribales en Afrique sont tout aussi meurtrières que les maladies, la sécheresse et le sous-développement. Elles mobilisent les énergies de dirigeants et de peuples qui pourraient autrement se consacrer à combattre ces fléaux.

Le serment

Les longues soirées que nous imposait le couvre-feu donnaient des occasions rêvées de nous connaître. Nahashon Ngare me racontait des histoires de mau-mau, société secrète qui avait voulu éliminer les blancs du Kenya. Les mau-mau étaient liés entre eux par un serment prêté au cours d'une cérémonie rituelle, qui devait les engager jusqu'à la mort. Pour qu'un homme en vienne à abjurer son serment, comme l'avait fait Nahashon, il fallait qu'il découvre une motivation de vie plus large qui annihile la première. En quelque sorte, il fallait remplacer un serment par un autre serment plus valable.

Il y avait avec nous à Léopoldville un couple de blancs sud-africains. Bremer Hofmeyr était boër, Agnès, originaire du Kenya, faisait partie de la famille des Leakey, dont le nom a été rendu célèbre par les travaux sur l'origine de l'homme entrepris par quelques-uns de ses membres. Pendant la révolte mau-mau, alors que le mouvement semblait perdre son souffle, une devineresse kikuyu annonça que, pour s'attirer les faveurs des esprits, il fallait le sacrifice humain d'un blanc respecté et aimé des Africains. Un fermier fut choisi, le père de Agnès Leakey Hofmeyr. Un soir, un groupe armé fit irruption dans sa maison, il fut traîné jusque sur la colline voisine

et enterré vivant. Notre équipe comprenait cette femme et son mari ainsi que Nahashon et son ami Lennart qui, sans avoir participé directement à ce crime, l'auraient sans doute approuvé comme une mesure nécessaire à leur cause. Agnès n'hésitait pas à parler de l'assassinat de son père, de la révolte qu'elle avait ressentie quand elle avait appris la nouvelle, de la résolution qu'elle avait prise avec son mari sud-africain de se consacrer plus que jamais à la préparation d'un avenir où blancs et noirs vivraient ensemble dans une totale liberté réciproque.

En un sens, les mau-mau défendaient une cause juste. Pendant la révolte mau-mau, le grand ethnologue Louis Leakey a écrit un livre qui visait à faire comprendre à la puissance britannique l'essence même du mouvement et ses racines dans le peuple kikuyu. Il mentionnait par exemple le fait que la puissance coloniale, n'ayant pas compris le système de la propriété des terres parmi les Kikuyu, avait estimé leur expropriation en faveur des colons justifiée. Il soulignait aussi, comme le faisait déjà en 1938 celui qui devint le premier président du Kenya indépendant, Jomo Kenyatta, le mépris qu'avaient certains missionnaires à l'égard de la tradition sociale du pays et leur intention de faire table rase pour pouvoir apporter le christianisme tel qu'ils le pratiquaient eux-mêmes. Le serment mau-mau réussit donc à ébranler la puissance coloniale, mais à quel prix! La répression fut terrible, la rébellion écrasée. Il tient donc du miracle que Jomo Kenyatta, dans son premier discours après l'indépendance, ait demandé aux colons de rester, de continuer à cultiver leurs terres et de participer à la vie nationale du nouveau Kenya. L'un de ces colons, Wilfred Hopcraft, participait également à nos conversations pendant le couvre-feu à Léopoldville.

Seuls un serment, une résolution, une décision ou un engagement permettent à un réseau de personnes d'avoir prise

sur la vie de la société. Le nom et la forme importent peu. Ce qui compte, c'est la qualité de l'engagement pris et la mesure des sacrifices qu'il implique.

Quel serment pouvait lier les membres du réseau dont nous faisons partie? Il n'y avait certes pas de cérémonie d'engagement! Cependant chacun de nous était en quelque sorte lié par un engagement intime, qui avait été scellé dans des circonstances particulières de sa vie. Il découvrait au cours de ses activités quotidiennes ceux qui étaient mûs par une orientation similaire et se retrouvait sur une même longueur d'onde avec les gens les plus inattendus.

Je repense par exemple à un jeune garçon rencontré pendant mon séjour au Burundi en 1962. Nous étions logés sur la colline qui domine le lac Tanganyika, au collège jésuite que dirigeait alors le Père Cardol. C'était la période des vacances et seuls habitaient là quelques élèves qui n'avaient pu rentrer au village. Un jour, je suis abordé dans la cour par un garçon de 10 ou 12 ans qui me demande: «Est-ce que vous vous intéressez aussi aux petits?» Il est vrai que nous avions surtout établi des contacts avec des élèves plus âgés. Je sentis qu'il y avait un sens caché à sa question. Ne sachant comment répondre, je lui ai proposé ceci: «Réfléchissons un moment et tu me diras ce que tu penses vraiment.» Après quelques minutes, voici ce qu'il m'a dit: «Mon père a été tué par la fenêtre de notre maison. Je crois que je sais qui sont ceux qui l'ont fait et j'étais décidé à le venger. Je pense que je ne dois pas le faire.» Comment ce jeune garçon avait-il compris par une subite révélation que la vengeance entraîne la vengeance, que la haine engendre la haine dans une logique infernale? Lors des événements qui périodiquement ont ensanglanté son pays, je me suis souvent demandé ce que ce garçon était devenu.

C'est ainsi que se recrutent les authentiques combattants de la liberté. Non pas la liberté pour un seul pays, une province,

un groupe racial, ou une classe, mais la liberté pour toute l'humanité. En plus de notre groupe qui avait été mandaté à Léopoldville comme assistance désintéressée dans un temps de crise, se ralliaient ceux qui se trouvaient là au départ pour autre chose, telle par exemple Mme Ganshof van der Meersch, la femme du ministre belge. Discrète, sans jamais se mêler des responsabilités propres de son mari, elle favorisait des contacts, prenait des initiatives pour rapprocher les points de vue. Des années plus tard, Mme Ganshof m'a confié que ces mois passés au Congo avaient été ceux de sa vie où elle s'était sentie véritablement «inspirée».

Quelles sont les caractéristiques de ce serment intime qui assure la loyauté du combattant? Pour ma belle-mère, qui avait réfléchi un jour à ce que coûterait pour elle de s'enrôler de la sorte, cela avait été, comme elle me l'a raconté, le remboursement d'une... serviette éponge qu'elle avait idiotement subtilisée dans une chambre d'hôtel. Mesquinerie? Déraisonnable complexe de culpabilité? Voire. En décidant d'aller au-delà d'une intégrité raisonnable et bien-pensante, elle a introduit la rigueur dans la famille. En plus du bénéfice que j'en ai tiré en trouvant en ma femme un sens inébranlable des valeurs, je sais qu'elle a su transmettre à ses quatre enfants ce qu'elle avait découvert, à savoir que l'honnêteté ne se mesure pas, qu'elle est absolue ou qu'elle n'existe pas et qu'il n'y a qu'une différence de degré et non d'essence entre le détournement de millions placés dans les banques suisses et celui d'une serviette éponge qu'on cache dans sa valise.

C'est à cause de ce serment en soi-même qu'on résiste à la tentation de la tricherie quand elle se présente et qu'elle serait facile. Il arrive qu'on résiste à la tentation de l'infidélité à cause d'un serment de mariage, si celui-ci est authentique. Un ami zaïrois me disait, il y a peu, que c'est ainsi qu'il est resté avec sa femme jusqu'à la mort récente de celle-ci

et combien il était heureux de la vie qu'ils avaient eue ensemble. Cela avait, disait-il, donné une ligne à sa vie et un discernement particulier dans les décisions à portée nationale qu'il dut prendre parfois.

Un haut fonctionnaire belge qui avait rencontré notre équipe au Congo sentit le besoin, une fois rentré en Belgique amer et découragé par tout ce qui s'était passé, de repartir à neuf. Il fit le bilan de sa vie, comme on fait celui d'une entreprise commerciale, et il constata que son sentiment de faillite venait surtout des nombreux postes au passif et pas seulement, comme il se l'était imaginé, du *gâchis* du Congo. Il exposa son bilan à deux amis, à Paris, avec la volonté de ne rien cacher, pas même certaines pratiques honteuses auxquelles il s'était laissé aller en compagnie d'autres Belges et parfois de Zaïrois. Pour lui, le serment prit une forme plus rituelle puisque, suivant une certaine pratique chrétienne, il décida à genoux avec ces deux amis d'abandonner sa vie passée et de s'en remettre totalement à Dieu pour l'avenir. «Ma femme, écrit-il plus tard, s'est remise à espérer dans notre amour, dans notre union et a décidé de m'épauler.»

Après un lent cheminement, tous deux acceptèrent de retourner à Kinshasa à la demande d'un haut fonctionnaire zaïrois, qui était l'un de ses anciens subalternes. «Il avait été un de nos commis durant la période coloniale, écrit-il. Je me trouvais maintenant dans la situation paradoxale d'avoir à le former comme directeur et d'être en même temps hiérarchiquement sous ses ordres. Il occupait le bureau majestueux qui était le mien avant l'indépendance, tandis que moi-même j'occupais une petite table latérale...»

Je me suis trouvé à Asmara pendant la dernière étape du règne de Hailé Selassié. Depuis la suppression du système démocratique en Erythrée et son annexion totale au système impérial éthiopien, une guerre de libération est menée en Erythrée contre le régime éthiopien. Cette guerre s'est

poursuivie après la disparition de l'empereur et a duré près de trente ans. Lors de mon troisième séjour dans ce pays, je devais aller un soir dîner avec le Shum Ibrahim, chef d'une grande tribu qui peuple la région située entre Keren et le Soudan. Nous étions invités, un collègue hollandais et moi-même, par le fils du chef, Osman, qui avait participé à un de nos stages de formation en Europe, et je me réjouissais de pouvoir converser tranquillement en italien avec le Shum Ibrahim qui parlait la langue des premiers colonisateurs de son pays. Avant de nous rendre à la demeure du Shum, ancienne maison coloniale flanquée de deux guérites murées et sans gardes, nous avons voulu saluer de l'autre côté de la place un autre dignitaire de la communauté musulmane erythréenne, Omar Kadi. Celui-ci avait défendu sans succès la cause erythréenne aux Nations Unies qui avaient entériné les revendications d'annexion présentée par les émissaires de l'empereur. L'Erythrée ne serait pas libre. Rassuré par le représentant américain qui se montra garant de sa sécurité, Kadi rentra au pays. Il fut arrêté à sa descente d'avion et resta dix-huit ans en prison. «Vous ne pouvez pas aller voir le Shum, nous dit d'emblée un Omar Kadi bouleversé. Il vient d'être assassiné devant chez lui, alors qu'il sortait comme chaque soir pour se rendre à la mosquée.» Nous avons bien remarqué les soldats sur la place, mais fallait-il que cela soit pour cette raison?

Quelques jours plus tard, mon ami hollandais et moi, accompagnés par le directeur indien du plus grand lycée de la ville et le fils d'un commerçant égyptien, avons pris le risque de faire le voyage par les collines d'Asmara à Keren où se déroulaient les funérailles. Pendant une semaine entière, les membres de la tribu, qui avaient parcouru de longues distances à pied, affluaient pour rendre un dernier hommage à leur chef défunt. A notre arrivée, on nous a fait place dans une grande pièce débarrassée de tout autre objet que des chai-

ses alignées le long des quatre parois. Elles étaient occupées par des hommes recouverts de blanc de la tête aux pieds, le visage caché. Après un petit mouvement de foule, je me suis retrouvé assis à côté d'Osman que j'ai eu de la peine à reconnaître. Tout cela se passait en silence et personne ne se permettait de parler à son voisin. Je dois dire que c'est un des moments les plus dignes qu'il m'ait été donné de vivre. Au bout d'un long moment, Osman s'est penché vers moi, il a écarté le voile qui cachait son visage et m'a dit juste assez distinctement pour que je puisse entendre: «Tu diras aux amis que je n'abandonnerai plus jamais.» Que voulait-il dire? Simplement que le serment, quand il est authentique, dure pour la vie. Il est le ciment d'une fraternité non structurée, promesse de celle qui se prépare pour toute l'humanité. Ce sera le jour où «Dieu étant tout en tous», il n'y aura plus ni lulua ni baluba, ni tutsi ni hutu, ni flamand ni wallon, ni juif ni arabe, ni musulman ni chrétien, ou plutôt où chacun, ayant gardé ses attributs propres, aura appris à les mettre au service de l'ensemble.

Bibliographie et sources

Dossiers du C.R.I.S.P., Bruxelles, *Congo 1959, Congo 1960* (vol. 1 et 2).

Kestergat, J., *Quand le Zaïre s'appelait Congo*, Paul Legrain Editeur, Bruxelles.

Kestergat, J., *Du Congo de Lumumba au Zaïre de Mobutu*, Paul Legrain Editeur, Bruxelles.

M'Poyo Kasa-Vubu, Z. J., *Joseph Kasa-Vubu, mon père*, Chabassol, Bruxelles.

Martin, M.-L. *Simon Kimbangu*, Edition du Soc, Lausanne, 1981, et aussi: *Actualité religieuse dans le monde*, Paris, N° 12, 15 mai 1984, *L'étonnante Eglise du prophète Simon Kimbangu*, par Joseph Limagne.

Grimal, H., *La décolonisation*, Editions Complexe, Bruxelles.

Cornevin, M., *Histoire de l'Afrique*, Petite bibliothèque Payot, Paris.

Kipré, P., *Le Congrès de Bamako ou la naissance du RDA*, Edition Chaka, Paris.

Kenyatta, J., *Facing Mount Kenya*, Secker & Warburg, London, 1938.

Leakey, L.S.B., *Mau Mau and the Kikuyu*, Methuen & Co, London, 1952.

Leakey Hofmeyr, A., *Beyond Violence*, Grosvenor Books, Johannesburg, 1990.
Moerane, M., Amata, I., Karbo A., *Liberté* (Dialogue du film) Editions de Caux.

Parmi les nombreux articles de la presse congolaise et internationale:

Sur la radio: *Courrier d'Afrique*, Léo, 31.7.60, *Si la radio voulait*. 7.8.60, *On ne les entend plus*.

Sur Mme Blouin: *France-Soir*, Paris, 2.8.60, reportage de Marcel Niedergang. *Tribune de Genève*, 28.9.60, *Le Congo est-il le banc d'essai de la subversion en Afrique?* par J. R. de Ziegler. *Le Courrier d'Afrique*, Léo, 16/17.6.62, *La Pompadour du Congo*.

Sur Irène Laure: *L'Avenir*, Léo, 22 et 23.6.60. Et aussi le livre, *Pour l'amour de demain*, Irène Laure racontée par Jacqueline Piguet, Caux Edition, 1985.

Sur le film *Liberté: De Post*, Anvers, 7.2.60. *Kasai*, Lulua-bourg, 18.5.60. *La Lanterne*, Bruxelles, 30.5.60. *Courrier d'Afrique*, Léo, 4.6.60. *Essor du Congo*, Elisabethville, 20.6.60. *La Voix du Peuple*, hebdomadaire du MNC-Kalonji, 15.6.60, *L'Heure de la réconciliation*, par P. Kalambay. *Courrier d'Information du Réarmement moral*, années 1955 à 1960.

Photos: Archives Réarmement moral, Caux.

Table des matières

1	1960, année charnière	9
2	Pinto	13
3	Apprentissage	17
4	Atlanta	21
5	La Table ronde	27
6	Liberté	35
7	Baluba et Lulua	43
8	Lutte d'influences	49
9	30 juin 1960	59
10	La Radio	65
11	Réflexion	73
12	Le serment	81
	Bibliographie et sources	89

Chez le même éditeur

Charles Piguet et
Michel Sentis

Ce Monde que Dieu nous confie.
Préface du cardinal Franz König.

Moerane, Amata,
Karbo

Liberté
Texte du film

Jacqueline Piguet

Pour l'amour de demain
L'histoire d'Irène Laure

Théophile Spoerri

Frank Buchman
ou la dynamique du silence

Paul Gundersen

Ton fardeau est le mien
Le défi de la pauvreté

Annejet Campbell

A l'écoute de nos enfants

Evelyne Puig

Chico, enfant des rues
Illustrations de Cameron Johnson

Cet ouvrage a été achevé d'imprimer
dans le courant du mois de septembre 1991
pour le compte de Caux Edition
sur les presses de l'Atelier Grand SA
imprimeurs-éditeurs
au Mont-sur-Lausanne (Suisse)